



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

5^e procès-verbal du Conseil de ville / 5. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 26 avril 2023 à 18h00

Sitzung vom Mittwoch, 26. April 2023, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Niels, Bord Nathalie, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Cacciabue Anna Louise, Celik Pir Chè, Clauss Susanne, De Maddalena Daniela, Francescutto Luca, Gerber Andreas, Gloor Yannick, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Lehmann Caroline, Loderer Benedikt, Magnin Nadia, Maurer Stefan, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Lukas, Oberle Fabio, Paronitti Maurice, Rindlisbacher Hugo, Rodriguez Ugolini Julian, Roth Myriam, Rüber Stefan, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schiess Christophe, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stocker Julien, Stolz Joseline, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Torriani Latscha Isabelle, van der Meer Marion, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Wächter Olivier, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Augsburger-Brom Dana, Boly Kady, Eggimann Roman, Hamdaoui Mohamed, Leuenberger Bernhard, Schaffter Gaël, Tonon Ariane, Wendling Cécile

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Erich, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda, Pittet Natasha

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

--

Présidence / Vorsitz:

Bord Pascal, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Gullotti Hervé, secrétaire parlementaire a.i.

1.	Approbation de l'ordre du jour	3
2.	Communications du Bureau du Conseil de ville	4
3.	Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire	4
4.	Approbation des procès-verbaux / (20/21 novembre 2019, 18/19 décembre 2019 et 24 février 2022 / n ^{os} 15, 16, 17, 18 et 2)	4
5.	Nomination d'un nouveau Secrétaire parlementaire	4
6.	20150324 Révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne / Message	7
	• Demandes de renvoi	7
	• Débat d'entrée en matière	13
7.	20160282 Gestion électronique des documents (eDOC) / Rapport final	20
8.	20230059 Stratégie de la formation 2023-2026	21
9.	20230051 Rue Fritz-Oppliger / Arrêt de bus «Rue Renfer» / Crédit d'engagement	26
10.	Motion interpartis 20220233, Tanner Anna, Groupe PS/JS, Koller Levin, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert·e·s, «Offensive pour la construction de logements par la Ville et de logements d'utilité publique»	30
11.	Nouvelles interventions	37

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à cette séance. Je souhaite également la bienvenue à Madame Nadia Magnin, Les Vert·e·s et à Monsieur Stefan Maurer, SVP pour leur 1^{ère} séance en tant que Conseillère et Conseiller de ville et à Madame Natasha Pittet pour sa première séance en tant que Conseillère municipale.

Ce soir aurait été la dernière séance de Gaël Schaffter mais il est excusé et donc absent.

Je souhaite également la bienvenue à Monsieur Omar El Mohib, futur Secrétaire parlementaire.

Sur vos tables vous trouverez les documents suivants:

- Amendement Groupe UDC/Les Confédérés « Révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne / Message », point 5 de l'ordre du jour (feuille blanche)
- Demandes de renvoi Groupe PVL+ et JUSO, « Révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne / Message », (feuille bleue)
- Flyer Fête de Lutte bernoise cantonale 24/25 juin 2023 à Tramelan

Koller Levin, SP: Ich stelle fest, dass der Gemeinderat wieder komplett ist und heisse auch meinerseits Frau Pittet herzlich willkommen. Nun können wir den Krisenmodus hinter uns lassen. Der Stadtpräsident musste notfallmässig zwei Direktionen führen, darunter die Finanzdirektion in einer Krisensituation. An dieser Stelle danke ich ihm im Namen des gesamten Stadtrats für seinen Einsatz. (*Applaus*)

1. Approbation de l'ordre du jour

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Il est proposé d'ajouter un point à l'ordre du jour, point 5, «Nomination d'un Secrétaire parlementaire».

Deux demandes de renvoi ont été déposées à l'encontre du nouveau point 6 de l'ordre du jour 202150324, «Révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne / Message». Nous allons traiter les demandes de renvoi avant d'accepter l'ordre du jour formellement.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Notre demande est une demande de renvoi au Conseil municipal pour retravailler ce projet. Nous ne contestons pas l'ordre du jour et nous pensons donc qu'il n'est pas nécessaire que nous traitions notre demande de renvoi à ce moment précis.

Suter Daniel, PRR: Il y a comme une confusion entre report et renvoi. On traite actuellement le point 1 de l'ordre du jour qui est l'approbation de l'ordre du jour avec la possibilité d'un report ou de l'ajout d'un dossier. Étant donné que les demandes sont des renvois, elles ne doivent pas être traitées à ce moment mais lorsqu'on traitera l'affaire en question c'est à dire au point 6 de l'ordre du jour.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Si personne ne s'oppose à l'explication de Monsieur Suter, nous procéderons ainsi.

Pour information, les réponses aux petites questions ne seront pas traitées ni discutées ce soir, même si elles sont à l'ordre du jour de la séance.

L'ordre du jour modifié est approuvé.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous rappelle que dans le cadre du projet DIPA, quelques groupes doivent encore donner un nom ce soir pour les interviews qui se dérouleront vraisemblablement avant l'été.

Les présidents qui ne peuvent pas participer à la Conférence des présidents de groupes le 17 mai 2023 doivent organiser leur remplacement eux-mêmes, s'ils le souhaitent.

3. Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire

Aucune communication.

4. Approbation des procès-verbaux / (20/21 novembre 2019, 18/19 décembre 2019 et 24 février 2022 / n^{os} 15, 16, 17, 18 et 2)

Les procès-verbaux n^{os} 15, 16, 17, 18 et 2 sont approuvés tacitement.

5. Nomination d'un nouveau Secrétaire parlementaire

Tennenbaum Ruth, Fraktion Grünes Bündnis: Die Fraktion Grünes Bündnis unterstützt die Ernennung von Herrn El Mohib und wird der Wahl vorbehaltlos zustimmen. Erlauben Sie mir ein paar Bemerkungen unabhängig von der Kandidatur, in Bezug auf den Prozess und das weitere Verfahren für die Stelle der/s stellvertretenden Ratssekretär/in anzubringen. Dass wir heute einen neuen Ratssekretär wählen, ist dem Umstand geschuldet, dass die bisherige Ratssekretärin, Regula Klemmer, krankheitsbedingt lange ausfiel und in gegenseitigem Einvernehmen ihre Funktion nicht wiederaufnehmen wird. Sie hat 20 Jahre lang die Interessen des Stadtrats und seiner Gremien mit Kompetenz, grossem Engagement, viel Geduld, sehr viel Geduld vertreten und unsere Arbeit tatkräftig unterstützt. Manchmal sind die Batterien leer und wir sollten aus ihrem plötzlichen Ausfall Lehren ziehen, gerade weil es um die Belastung des Ratssekretariats und seiner Scharnierfunktion zwischen Stadtrat, Stadtkanzlei, Gemeinderat und der Verwaltung geht.

Unabhängig davon gebührt es sich, Regula Klemmer würdig zu verabschieden, was mit einer E-Mail nicht getan ist. Ich appelliere an das Stadtratsbüro, dies entsprechend nachzuholen und den Stadtrat in geeigneter Form einzubeziehen, beispielsweise bei einem Anlass wie dem Jahresabschlussessen und in Form eines gemeinsamen Abschiedsgeschenks. Das ist das Mindeste, was wir als zuständige Anstellungsbehörde tun müssen, um die jahrelange ausgezeichnete Leistung zu würdigen. Daneben ist der ehemaligen Ratssekretärin selbstverständlich ein ausgezeichnetes Arbeitszeugnis auszustellen. Alles andere wäre beschämend und ein Armutszeugnis unsererseits!

Der letzte Abschnitt im Bericht hat mich etwas stutzig gemacht. Die Formulierung ist nicht eindeutig. Ich möchte klarstellen, dass die Stelle als stellvertretende/r Ratssekretär/in nötig ist und bald wieder besetzt werden sollte, damit die künftigen Aufgaben erfüllt und die liegen gebliebenen Pendenzen aufgearbeitet werden können. Mit der Besetzung der Stelle des Ratssekretärs durch Herrn El Mohib haben wir einen Politologen mit viel Verwaltungserfahrung aber keinen Juristen, weshalb für die Stellvertretung jemand mit juristischem Hintergrund zwingend ist. Unsere Fraktion erwartet deshalb, dass der laufende Bewerbungsprozess für die Stellvertretung nicht hinausgeschoben wird, sondern zusammen mit Herrn El Mohib rasch erfolgen wird. Wir bitten das Stadtratsbüro, dies entsprechend zu berücksichtigen und freuen uns auf die Zusammenarbeit mit einem gestärkten Ratssekretariat.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Notre groupe soutient la candidature de Monsieur El Mohib en tant que nouveau Secrétaire parlementaire de la Ville de Bienne. En effet, à la lecture de son parcours professionnel et de ses compétences, nous sommes favorables à sa nomination. Notre groupe profite de l'occasion pour remercier Monsieur Gullotti pour son travail ainsi que toutes l'équipe du Secrétariat parlementaire, Mesdames Bernardino, Flückiger, Kirchhof et Scheurer avec qui, il est très agréable de travailler et communiquer. Ces dames et le Secrétaire parlementaire a.i ont su maintenir la barque avec brio malgré tout ce qui s'est passé sur la scène politique biennoise depuis le mois de juin 2022, jusqu'à aujourd'hui. Merci! Nous adressons nos meilleurs vœux pour l'avenir de Madame Klemmer et un grand merci pour son travail accompli durant toutes ces années.

Nous nous imaginons bien la charge de travail pour le Secrétariat parlementaire. Toutefois, à la lecture du rapport, nous nous interrogeons quand même de savoir pourquoi une des premières tâches du nouveau nommé sera d'examiner la nécessité d'engager une personne supplémentaire. J'ai bien entendu ce que Madame Tennenbaum a dit et je ne la contredis pas mais cette tâche nous semble peu compatible avec quelqu'un qui prend un nouveau poste de travail, dans une nouvelle équipe. Nous souhaiterions être informé concrètement du réel besoin en la matière, de manière chiffrée et fondée avant de parler de l'engagement d'une nouvelle personne. Encore une fois, merci à toute l'équipe du Secrétariat parlementaire pour son travail et bravo à la candidature de Monsieur El Mohib.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Ich pflichte meiner Vorrednerin bei und begrüsse im Namen der Fraktion SP/JUSO die Wahl von Herrn El Mohib als neuer Ratssekretär. Wir halten ihn für sehr kompetent und geeignet für die Aufgabe, werden die Wahl unterstützen und freuen uns auf die Zusammenarbeit mit ihm.

Gleichzeitig spreche ich Herrn Gullotti meinen Dank für seinen Einsatz während den letzten Monaten aus. Jemanden so kurzfristig zu finden, war sehr wichtig. Nur dadurch

war es überhaupt möglich, den Ratsbetrieb so gut Aufrecht zu erhalten. Frau Klemmer werden wir bei anderer Gelegenheit unseren Dank aussprechen.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Wir unterstützen ebenfalls den Wahlvorschlag. Wir wissen, dass die Aufgabe des Ratssekretärs eine umfangreiche und komplexe Angelegenheit ist. Wir schliessen uns ebenfalls den verschiedenen Verdankungen an. Als Mitglied von Stadtratsbüro und GPK habe ich insgesamt während 12 Jahren intensiv mit Regula Klemmer zusammengearbeitet. Ich weiss deshalb, um die Schwierigkeiten, die komplexen Aufgaben korrekt zu erfüllen. Die Schwierigkeit bestand zudem auch darin, das Ratssekretariat als selbständige Behörde zu etablieren, was ihr aber schlussendlich gelungen ist. In diesem Zusammenhang danke ich allen Mitarbeiterinnen des Ratssekretariats und wünsche Herrn El Mohib alles Gute.

Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Auch wir von der Fraktion SVP/Die Eidgenossen möchten uns herzlich für die Arbeit von Regula Klemmer bedanken. Sie wurde als Ratssekretärin von uns sehr geschätzt. Mit ihr zusammen zu arbeiten war eine grosse Freude. Stets haben wir kompetente Unterstützung erhalten.

Auch die Fraktion SVP/Die Eidgenossen hat mitbekommen, dass wir einen neuen Ratssekretär erhalten sollen. Dabei handelt es sich um eine sehr kompetente und politisch interessierte Person mit viel Erfahrung in der öffentlichen Verwaltung. Unsere Fraktion wird selbstverständlich die Wahl von Herrn El Mohib unterstützen. Wir wünschen ihm viel Freude und Erfüllung in seinem neuen Amt und freuen uns auf eine gute Zusammenarbeit.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Notre groupe s'associe à tous ces remerciements et citations. Nous sommes aussi désolés de tout ce qui s'est passé. Effectivement, comme le disait Madame Tennenbaum, parfois les machines sont vides et il est important de savoir s'arrêter avant que la machine s'arrête définitivement. Je crois que nous avons trouvé avec le nouveau Secrétaire une perle rare. J'espère que nous pourrions échanger en langue française tout de même.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Wir haben den Bericht mit dem Wahlvorschlag für den neuen Ratssekretär erst sehr spät erhalten und ihn deshalb in der Fraktionssitzung nicht besprochen. Wir haben jedoch keinen Grund, den Vorschlag zu bestreiten und werden die Wahl von Herrn El Mohib unterstützen. Vielleicht kann der zukünftige Ratssekretär uns nach der Wahl kurz begrüssen, das würde mich freuen.

Bezüglich den Verdankungen, schliesse ich mich meinen VorrednerInnen an. Regula Klemmer hat ein riesiges Engagement für die Stadt Biel und insbesondere für den Stadtrat an den Tag gelegt. Dafür danken wir sehr. Vielleicht ist ein ausführlicher Dank in ihrer Anwesenheit noch möglich? Unser Dank geht auch an das ganze Team im Ratssekretariat, welches stets seine Aufgaben erfüllte und die Abwesenheit von Regula Klemmer mit viel Engagement überbrückt hat. Selbstverständlich geht mein Dank auch an Herrn Gullotti, der sehr spontan einspringen konnte und den Ratsbetrieb aufrecht erhalten hat. Besten Dank an alle, die im Ratssekretariat mitgewirkt haben.

Loderer Benedikt. 1. Vize-Präsident: Der Dank an Regula Klemmer wurde von allen Seiten ausgesprochen. Wir müssen diesen Dank etwas erweitern. Nach 20 Jahren im Ratssekretariat können Sie sich selber ausrechnen, wieviele Stadtratspräsidien und Stimmzähler aber auch Stadratsmitglieder während dieser Zeit dabei waren. In deren Namen spreche ich meinen Dank aus. Es ist nicht die Absicht des SRB die Stelle der/s stellvertretenden Ratssekretär/in nicht zu besetzen. Der neue Ratssekretär sollte

jedoch bei der Besetzung der Stelle seiner Stellvertretung ein Mitspracherecht haben. Ich bitte Sie, Herrn El Mohib als neuen Ratssekretär zu wählen.

Vote

Le Conseil de ville nomme Monsieur Omar El Mohib, né le 03.02.1977, en qualité de Secrétaire parlementaire avec effet au 1^{er} août 2023.

Omar El Mohib: Ich danke Ihnen herzlich für meine Wahl zum Ratssekretär und freue mich sehr auf die neue Aufgabe und die Zusammenarbeit mit Ihnen! Kurz zu meiner Person: Ich bin 46 Jahre alt und komme aus Bern. Wie schon gesagt habe ich Verwaltungserfahrung. Während zehn Jahren habe ich bei der Bundesverwaltung gearbeitet. Zuerst war ich beim Bundesamt für Energie und danach beim Bundesamt für Gesundheit. Anschliessend war ich beim kantonalen Parlamentsdienst fünf Jahre lang Kommissionssekretär. Dabei habe ich mitgeholfen, die Kommission für Bau, Energie, Verkehr und Raumplanung, die es vorher noch nicht gab, aufzubauen. Der Ratsbetrieb ist mir von dem her bekannt. Am Schluss war ich bei Stadt Bern als Co-Leiter des städtischen Wirtschaftsamtes tätig. Und nun freue ich mich darauf, künftig als Ratssekretär mit Ihnen zusammenzuarbeiten. (*Applaus*)

6. 20150324 Révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne / Message

Demandes de renvoi

Schlup Nina, JUSO: Der Rückweisungsantrag der JUSO fordert, **den Entwurf zum neuen Reklamereglement zu überarbeiten und einen Plan zum Abbau jeglicher Werbung von Konsum- und Luxusgütern auf öffentlichem Grund vorzulegen.** Wir wissen alle, dass Werbung uns beeinflussen will. Je besser sie uns manipulieren kann, desto mehr lohnt sie sich. Dies sollte Grund genug sein, Werbung auf öffentlichem Grund zu verbieten. Wir lassen jedoch Werbung auf öffentlichem Grund nicht nur zu, sondern verdienen auch noch Geld damit. Wir verkaufen die Aufmerksamkeit der BürgerInnen damit einige wenige Profit machen können. Werbung will uns schliesslich soweit beeinflussen, dass wir etwas kaufen. Es geht also darum, den Konsum anzukurbeln. Indem wir das tun, wird auch die Klimakrise zusätzlich angekurbelt. Wir stehen in der Verantwortung, das System zu ändern. Es reicht nicht aus, ein schönes abstraktes Ziel zum Klimaschutz zu haben, wir müssen auch konkret handeln. In einem Reglement wird festgehalten, wie wir zukünftig mit einem bestimmten Thema umgehen wollen. Hinzu kommt, dass Werbung nicht nur den Konsum ankurbelt und damit einen grossen Teil des enorm klimaschädlichen kapitalistischen Systems ausmacht. Werbung hat noch viele weitere Nachteile. Sie vermittelt sehr stark gewisse Werte. Beispielsweise können wir nur dann erfolgreich und glücklich sein, wenn wir das neuste Smartphone mit Edelmetallen, gewonnen aus Kinderarbeit, besitzen oder nur dann als romantisch gelten, wenn wir einen Billigflug für zwei nach Paris buchen. Das ist nicht nur unwahr und macht nicht nur unglücklich, sondern führt in Extremfällen zu psychischen Krankheiten. Gerade in Biel, wo Menschen öfter als in anderen Landesteilen knapp bei Kasse sind, werden viele mit unerreichbaren Zielen und Werten verlockt. Es wird das Gefühl vermittelt, dass es unmöglich ist, mit dem was man hat,

glücklich zu sein. Dabei habe ich das Problem, dass Werbung auf undemokratische Weise Werte vermittelt, erst angeschnitten. Wenn beispielsweise in einer Werbung junge, muskulöse, weisse Männer Bier trinkend um einen mit Fleisch beladenen Grill stehen und eine schlanke Frau in einem kurzen Rock noch drei Gemüsespiessli bringt, werden sexistische und rassistische Strukturen verstärkt. Sie können einwenden, dass Sie auch ohne Werbung grillieren und Männer auch einmal ein Gemüsespiessli essen. Der Fakt, dass Sie den fleischbeladenen Grill oder den Billigflug nach Paris als normal empfinden, zeigt, wie stark Sie von der Werbung beeinflusst sind. Kinder und Jugendliche sind heute zudem einem Vielfachen an Werbung im Internet ausgesetzt. Sollten wir nicht wenigstens ihnen die Chance geben, ohne sexistische, rassistische und kapitalistische Werbung in der Stadt unterwegs zu sein? Wir machen im Stadtrat nicht Politik für uns, sondern für die BielerInnen. Biel ist keine kleine einsame Insel im All. Wir sind Teil einer Welt von der wir profitieren und für die wir Verantwortung tragen. Ich halte fest, dass ich den Entwurf für das neue Reklamereglement nicht per se schlecht finde. Besonders die Einschränkung von Leuchtreklamen und der Artikel zur Zweisprachigkeit ist lobenswert. Leider fehlt jedoch ein grosser Teil, welchen wir unbedingt noch einfügen müssen. In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Rückweisungsantrag zu folgen und einen wichtigen Schritt für ein klima- und menschenfreundliches Biel zu machen.

Briechele Dennis, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ beantragt **die Rückweisung des vorliegenden Berichts an den Gemeinderat, mit dem Auftrag, das Reglement über die Reklame zu überarbeiten und mit weniger Einschränkungen zu versehen.** Um es gleich vorwegzunehmen, der grundsätzliche Bedarf für eine Revision des Reglements wird von uns nicht bestritten. Der vorliegende Entwurf umfasst aus unserer Sicht aber einige einschränkende Bestimmungen, welche eine zu starke Beschneidung der Freiheit darstellen. Zum einen besteht ein grundsätzlicher Konflikt mit der Wirtschaftsfreiheit, zum anderen sehen wir insbesondere Bestimmungen kritisch, welche Private auf ihrem Grund und an ihren Bauten zu stark einschränken. Folgende drei Beispiele widerspiegeln aus unserer Sicht den illiberalen Geist dieses Reglements:

- Artikel 5 schreibt zwingend vor, sämtliche Reklamen in den beiden offiziellen Amtssprachen abzufassen. Wir begrüssen, dass Werbetreibende dazu ermuntert werden, deutsch und französisch zu kommunizieren. Unbestritten ist auch, dass dazu einigen Unternehmen die Sensibilität fehlt. Letzten Endes muss aber jeder Werbetreibende selbst wissen, welche Kundschaft er ansprechen möchte. Wenn eine Werberin darauf verzichtet, einen Teil der Bevölkerung anzusprechen, ist dies letztlich zu ihrem Nachteil. Darüber hinaus, seien wir ehrlich, zielt eine solche Bestimmung an der Realität vorbei: «*McDonald's – I'm lovin' it*», schreibt der bekannte Burgerbrater. «*13 Years Provisorium*» steht gross am Guisanplatz oder «*Premium Kebab – fresh & tasty*» beim Türken um die Ecke. Es mag Leute geben, die es, ob aus Sprachpurismus oder Fremdenfeindlichkeit, bedauern, aber es ist längst eine Tatsache, dass in unserer Gesellschaft diverse Sprachen präsent sind. Ja selbst unser Eishockeystadion ist genau genommen in einer Fremdsprache benannt, nämlich in Latein!
- Artikel 11 schreibt vor, dass leuchtende Firmenanschriften nur zulässig sind, wenn sie aus Einzelbuchstaben bestehen. Auch dies ist eine zweifelhafte Einschränkung. Firmenlogos bestehen nicht nur aus Buchstaben! Einerseits können sie auch andere Zeichen umfassen, wie beispielsweise Ziffern. Andererseits ist ein Firmenlogo oft mit einem weiteren Symbol ergänzt. Das Aushängeschild Nr. 1 unserer Stadt, die weltbekannte Rolex, wirbt mit einem Logo, das neben Buchstaben auch eine Krone

aufweist. Als Demokrat mag man vielleicht monarchistische Symbole ablehnen, aber diesem Weltkonzern sein komplettes Logo zu verwehren, erscheint uns deplatziert. Aus energetischer Sicht stellt sich zudem die Frage, ob bei einer Leuchtreklame ein eigener Leuchtkörper für jeden einzelnen Buchstaben, inklusive Montage, Verkabelung und Produktion wirklich sinnvoll ist.

- Artikel 15 sieht in Absatz 3 vor, dass eine Bewilligungspflicht für provisorische Plakate an Baugerüsten an den meisten Orten in der Stadt besteht. Möchten die auf der Baustelle arbeitende Malermeisterin oder der Elektroinstallateur am Gerüst ihr Plakat anbringen, müssen sie dafür die Stadtverwaltung um eine Bewilligung ersuchen. Mit solchen Bestimmungen wird mir auch als Nicht-Gewerbler klar, weshalb sich UnternehmerInnen immer wieder über ausufernde staatliche Bürokratie beschweren.

Illustriert an diesen Beispielen sind wir zum Schluss gekommen, dass das Reglement in der vorgelegten Form zu einschneidend und punktuell sogar realitätsfremd, ist. Wir beantragen deshalb die Rückweisung an den Gemeinderat mit folgenden Aufträgen:

1. Die Regulierung der Reklame in Biel soll weniger weit gehen.
2. Neben dem Verweis auf die kantonalen gesetzlichen Grundlagen erscheint uns auch der Verweis auf Bundesrecht angezeigt. Dies betrifft die allfällige Vergabe für Plakatierung auf öffentlichem Grund an Private. Diese hat zwingend über eine Ausschreibung gemäss Bundesrecht zu erfolgen.

Zum Schluss weise ich darauf hin, dass die Revision dieses Reglements der Volksabstimmung untersteht. Uns sind Stimmen aus der Branche bekannt, die das Reglement in der vorliegenden Form aktiv bekämpfen wollen. Lasst uns also einen Marschhalt einlegen und das Reglement nochmals überdenken. Besten Dank für die Unterstützung der Rückweisung!

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je donne quelques indications pour la suite de ces deux demandes de renvoi. La parole va être donnée aux groupes afin de se prononcer sur les demande de renvoi uniquement. On va ensuite opposer les deux demandes de renvoi dans un vote. Ensuite, la demande gagnante sera opposée dans un deuxième vote au traitement de l'affaire.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Au nom de mon groupe, je prends position sur les deux demandes de renvoi. La langue dans les publicités et affiches dans l'espace public à Bienne est un sujet sensible, qui a déjà fait l'objet de plusieurs interventions au Conseil de ville par le passé. Moi-même, j'ai suggéré il y a quelques temps que la Ville demande à la Société d'affichage qu'elle prévoie des affiches en allemand et en français selon une proportion correcte lorsque les campagnes sont nationales. Les affiches des grands annonceurs nationaux sont en principe disponibles dans les deux langues, mais étaient trop souvent utilisées à Bienne que dans une seule langue. C'était pour rappeler que la Ville de Bienne possède deux communautés linguistiques et on a pu remarquer que les annonceurs locaux comprennent mieux l'importance de cibler à la fois les francophones et les alémaniques sur le territoire biennois. On tablait aussi sur le fait qu'une prise de conscience se ferait chez les entreprises privées ayant leur siège dans des régions monolingues. Mais c'est très laborieusement que cela s'est mis en place, et cela reste insatisfaisant, ce qui montre que les démarches incitatives sont parfois peu efficaces.

Nous comprenons que le Conseil municipal ait la ferme volonté que la publicité réponde aux spécificités linguistiques de la Ville. Il peut s'appuyer en cela sur la Constitution cantonale (art. 6, langues officielles), sur la Loi sur le statut particulier (art. 51,

bilinguisme communal), sur un avis de droit et sur différents arrêts du Tribunal fédéral. Il est vrai que légalement rien ne s'oppose à ce règlement puisqu'il a été adopté par l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire du Canton de Berne. Évidemment qu'il y a une restriction de certains droits des acteurs économiques (notamment leur liberté économique et celle d'opinion et d'information, garanties par la Constitution fédérale). De ce fait, lorsqu'une norme touche à ces droits constitutionnels, il faut procéder à un examen juridique afin de déterminer si cette atteinte est insupportable. C'est pourquoi, il faut une base légale: cette condition est remplie par l'existence du règlement et du droit supérieur. Il faut que la restriction soit conforme à un intérêt public: cette condition est également réalisée puisque tant la constitution bernoise que les autorités de cette Ville prévoient de renforcer le bilinguisme et l'encourager. Ensuite, il faut que la restriction soit conforme au principe de proportionnalité au sens large qui commande que la mesure est nécessaire à atteindre le but fixé, qu'elle est adéquate, à savoir qu'il n'existe pas de meilleure solution ou moins incisive ni plus appropriée, et enfin qu'elle respecte le principe de proportionnalité au sens strict, à savoir que puisqu'il n'existe pas une solution moins restrictive pour atteindre le but fixé, cette mesure est acceptable et supportable pour ceux qui se voient limités dans leur liberté d'action. C'est un mécanisme qu'exige l'art. 36 Cst CH et cet examen a été fait par le Conseil municipal.

Par conséquent la position défendue par les publicitaires signalant que liberté de publicité et liberté artistique sont garanties par la Constitution est un peu excessive, même si ces libertés peuvent faire référence à la liberté d'expression. Mais en tant que telle, la liberté de publicité n'est pas inscrite dans la Constitution et encore moins un droit « fondamental » à mettre de la publicité dans l'espace public. Ceci dit, si nous défendons l'idée du renforcement du bilinguisme, nous sommes bien évidemment aussi pour la liberté de commerce et d'industrie ainsi que pour le maintien et le développement des revenus issus de l'affichage publicitaire. On peut douter qu'un bilinguisme vivant passe par la contrainte. Il conviendrait d'adopter une démarche tendant à faire comprendre et inciter au bilinguisme.

Au vu de ces considérations et du malaise que nous ressentons face à deux principes qui s'opposent nous allons voter sur le principe de la liberté de vote sur la demande de renvoi du Groupe PVL+. Par contre nous rejetons la demande de renvoi des jeunes socialistes car ils vont à l'encontre de façon trop incisive des droits commerciaux et autres.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Wir bringen dem Rückweisungsantrag der JUSO grosse Sympathie entgegen. Unser Ziel ist ebenfalls, klimaschädliche und unnötige, den Konsum anheizende sowie sexistische und frauenverachtende Werbung aus unserer schönen Stadt Biel zu verbannen. Wir finden jedoch die Rückweisung nicht den richtigen Weg. Innerhalb der Fraktion SP/JUSO sind wir uns nicht einig, weshalb wir Stimmfreigabe beschlossen haben. Der Rückweisungsantrag der Fraktion GLP+ hingegen entspricht überhaupt nicht unseren Ideen, weshalb wir diesen einstimmig ablehnen werden.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Nous nous sommes aussi demandé quel était le souhait caché derrière ce règlement. En tant que bilingue pure souche, je suis très sensible à cet aspect. En lisant le règlement, nous nous sommes beaucoup interrogés mais nous avons trouvé que l'art. 5 va trop loin. Nous avons ensuite vu la demande de renvoi du Groupe PVL+, qui nous est très sympathique et que nous allons soutenir. Puis, nous découvrons la demande de renvoi des JUSO et on se demande dans quel monde on vit. Il s'agit d'une demande extrémiste, dans

l'air du temps, où on souhaite tout contrôler et réglementer. Bienvenue au communisme! Il est donc clair que cette demande de renvoi ne sera pas soutenue par notre groupe. Je reconnais, Madame Schlup, qu'un des buts de la publicité est d'inciter les gens à la consommation. Toutefois, la publicité fait partie intégrante du soutien à la culture et au sport. Sans cela, je vous mets au défi de trouver l'argent nécessaire pour garantir ce soutien. Il s'agit d'un choix et je ne souhaite pas que l'on entre dans un débat.

van der Meer Marion, Fraktion Grünes Bündnis: Uns geht es ähnlich wie der Fraktion SP/JUSO. Wir bringen dem Rückweisungsantrag der JUSO Sympathie entgegen. Wir bedauern, dass Themen wie Umweltschutz und Sexismus im vorliegenden Reglement nur am Rande erwähnt werden. Aus unserer Sicht ist das Reglement etwas mutlos. Wir werden uns bei der Abstimmung zum Rückweisungsantrag aber grösstenteils der Stimme enthalten. Einerseits bietet das Reglement dem Gemeinderat viele Möglichkeiten, dessen Umsetzung zu steuern. Andererseits ist das Reglement Bestandteil der baulichen Grundordnung. Das heisst, dass der Ausarbeitungsprozess sehr aufwändig ist. Im vorliegenden Fall hat er sieben Jahre gedauert. Eine neue Vorlage im Falle einer Rückweisung würde nach weiteren sieben Jahren erst 2030 vorliegen. Nochmals so lange zu warten, finden wir nicht zielführend.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich empfehle Ihnen dringend, beide Rückweisungsanträge abzulehnen. Das vorliegende Reglement ist Teil der baurechtlichen Grundordnung und wurde im Planerlassverfahren mit entsprechenden Mitwirkungsmöglichkeiten erarbeitet. Änderungen sind ausschliesslich nur im gleichen schwerfälligen Prozess möglich, wie Frau van der Meer vorhin bereits erwähnt hat. Der vorliegende Entwurf ist nicht eine Revolution sondern eine sanfte, mit ruhiger Hand geführte Anpassung an neue Entwicklungen und teilweise eine Reaktion auf die neue übergeordnete Gesetzgebung.

Herr Widmer, ich muss Ihnen widersprechen. Der Schutz der Zweisprachigkeit und die Förderung der französischen Sprache ist keineswegs Kommunismus! Die Verbesserungen sind nicht wirtschaftsfeindlich. Das AGR (kantonales Amt für Gemeinden und Raumordnung) hat den Entwurf geprüft und diesen als mit den Grundrechtsbestimmungen vereinbar eingestuft. Im Interesse der Lebens- und Aufenthaltsqualität in der Stadt bitte ich Sie, dem Reglement zuzustimmen.

Für die Forderungen des Rückweisungsantrags der JUSO ist die baurechtliche Grundordnung nicht das geeignete Instrument. Frau Schlup, welche Werbung ist klimaschädlich? Bei Langstreckenflügen und Geländewagen wären wir uns wohl noch einig. Spätestens bei den Themen zur Ernährung würden sich jedoch Differenzen und Vollzugsprobleme ergeben. Eine derart detaillierte Regelung ist in einem Reglement nicht angebracht.

Herr Briechle, Sie sagen, dass es ein Reglement braucht, lehnen aber alle wichtigen Punkte darin ab. Ihre Haltung ist nicht glaubwürdig. Zudem haben Sie einzelne Punkte erwähnt, die so nicht stimmen. Der Schriftzug der Rolex ist auch ohne die Krone klar erkennbar. Ein schlechtes Beispiel von Leuchtreklamen haben wir am Bielerhof. Dort sind weisse Leuchtreklamekästen mit jeweils pro ansässiger Firma anderer farbiger Schrift in einer Reihe nebeneinander angebracht. Tagsüber geht es ja noch aber nachts sieht das Ganze hässlich und billig aus. Die Einzelbuchstabenbestimmung ist deshalb notwendig und funktioniert auch. Ihre zweite Aussage über Plakate von Handwerksbetrieben an Baugerüsten stimmt ebenfalls nicht. Es geht nicht um diese,

sondern um Drittwerbung. Werbung an Baugerüsten kann unter Umständen Auswirkungen auf die Verkehrssicherheit haben. Ausserdem soll verhindert werden, dass damit kommerzielle Drittwerbung den Genehmigungsprozess für Werbung in der Stadt unterläuft. Ich bedaure, dass Sie sich vorgängig nicht bei mir gemeldet haben. Diese Frage ist in Bestimmungen geregelt.

Zur Zweisprachigkeit: Wenn der feste Wille besteht, die Zweisprachigkeit und vor allem die frankophone Minderheit zu fördern, braucht es griffige Instrumente. Im Reglement steht, dass die Umsetzung entsprechend der Kantonsverfassung zu erfolgen hat. Diese Formulierung lässt sehr viel Spielraum. Sie können französische neben deutschen Plakaten aufhängen oder zweisprachige Werbung, wie der Slogan «*Ouvert le Sonntag*» der Sporting-Bar machen. Es wird keine Reklamepolizei mit Kontrollen geben, wir erwarten jedoch eine Auseinandersetzung mit den Grundsätzen der Zweisprachigkeit. Der Druck ist notwendig, weil deutschsprachige Firmen in Biel einfach deutsche Plakate aufhängen. Hier hilft Freiwilligkeit nicht weiter. Die klare Botschaft ist keineswegs ein Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit.

De mon avis, Monsieur Paronitti, il y a apparemment une tension dans votre poitrine entre votre coeur de romand et votre coeur de libéral. Je pense que vu le nombre de revendications de la part du Forum du bilinguisme, du CAF et d'autres associations afin de promouvoir la publicité bilingue à Bienne, il est important de faire ce pas. Il est clair que la mise en pratique se fera de manière mesurée comme cela a toujours été le cas en Ville de Bienne. Si vous refusez cette disposition, vous allez créer un signal négatif surtout pour celles en français. En effet, les publicitaires qui n'ont pas joué le jeu jusqu'à présent s'appuieront sur le fait que le Conseil de ville a rejeté cette affaire et donc on n'a aucune obligation de le faire.

Genau das findet der Gemeinderat falsch. Wenn Sie wollen, dass wir in Biel kommerzielle, qualitätsvolle Werbung haben, lehnen Sie die beiden Rückweisungsanträge ab. Wir werden das Reglement mit Augenmass umsetzen. Die Vorgabe ist jedoch wichtig.

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Die Aussagen des Stadtpräsidenten haben mich erstaunt. Er sagte, dass die Vorgaben im Reglement nicht buchstabengetreu umzusetzen sind. Zu den Leuchtbuchstaben steht in Artikel 11, Absatz 1: «*Leuchtende Firmenanschriften sind nur in Form von Einzelbuchstaben zulässig.*» Zum Thema der Zweisprachigkeit hält Artikel 5 fest, dass diese für jede Reklame gilt. Die Definition wird in Artikel 3 wie folgt festgehalten: «*Als Reklamen im Sinne dieses Reglements gelten alle grafischen, plastischen, leuchtenden, beleuchteten, akustischen, olfaktorischen oder anderen Einrichtungen, die vom öffentlichen Grund aus wahrnehmbar sind...*». Der Gemeinderat hat eine enorm grosse Bandbreite definiert. Eigentlich ist die Aussage des Stadtpräsidenten, dass das Reglement nicht so streng umgesetzt wird, das beste Argument, um dem Rückweisungsantrag zu folgen.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herr Briechle, es kann immer alles karikiert werden. Ich sage, dass wir das Reglement mit Augenmass anwenden werden, was dem Prinzip der Verhältnismässigkeit entspricht und in der Rechtsanwendung immer gilt. Zur Frage der Einzelbuchstaben und Firmenlogos gibt es eine gelebte, funktionierende Praxis. Bei der Zweisprachigkeit ist Spielraum vorhanden. Die Absicht ist eben nicht, dass alle Texte eins zu eins übersetzt werden. Die baurechtliche Grundordnung ist nur dort durchsetzbar, wo der Werbeträger einer Baubewilligung unterliegt. Bei den aufgestellten Werbetafeln auf den Trottoirs vor den Läden ist die Vorgabe nicht

durchsetzbar, weil diese nicht baubewilligungspflichtig sind, sondern dem Ortspolizeireglement (SGR 5.5-1) unterliegen.

Vote

- opposition de la demande de renvoi des JUSO contre la demande de renvoi du Groupe PVL+

La demande de renvoi des JUSO l'emporte sur la demande de renvoi du Groupe PVL+.

- opposition de la demande de renvoi des JUSO contre l'entrée en matière

L'entrée en matière l'emporte sur la demande de renvoi des JUSO.

Débat d'entrée en matière

Suter Daniel, au nom de la Commission de gestion: Le domaine de la réclame publicitaire émane d'abord de la liberté économique. Comme toutes les autres, cette liberté est susceptible d'être limitée par une loi au sens formel lorsqu'un intérêt public prépondérant le justifie. Un tel intérêt a d'abord été reconnu dans le domaine de la sécurité routière. C'est la raison pour laquelle la législation fédérale a commencé à émettre des règles dans le droit sur la circulation routière, notamment en soumettant les réclames au besoin d'un permis de construire et en autorisant les cantons à édicter leurs propres règles. Le canton de Berne les intègre dans sa loi sur les constructions par des prescriptions de nature esthétique et une liste de réclames non soumises au permis de construire, tout en autorisant les communes à édicter des règles plus détaillées. Ces dernières font partie de la réglementation fondamentale en matière de construction, la présente révision était tenue à la procédure de révision de plans avec procédure d'information, possibilités d'opposition, votation populaire et examen préalable avec approbation ultérieure par l'OACOT, ce qui explique en bonne partie la gestation relativement longue de cette révision. Un premier projet ayant été présenté déjà en 2016.

Par son contenu la révision propose avant tout une actualisation formelle de la réglementation en vigueur, en tenant compte notamment des nouvelles technologies d'affiches lumineuses et de réclames numériques. Par ailleurs les nouveautés de révision se limitent d'une part à l'introduction de la notion de «concept» permettant de tenir compte de situation particulière. Cela correspond d'ailleurs à une pratique déjà adoptée par l'autorité compétente. D'autres part, à l'établissement d'un seul plan d'affichage détaillant les différents emplacements. Il faut noter, enfin, l'abolition de la Commission des réclames dont les tâches seront désormais assumées par l'autorité d'octroi des permis de construire. Les anciennes réclames, qui ne correspondaient déjà plus au règlement en vigueur, continuent de profiter de la règle du droit acquis. Par contre, la densité des réclames en Ville n'est pas touchée. Le revenu d'environ 1 million de fr. que la Ville perçoit pour la location d'emplacement d'affichage n'est pas remis en cause.

Le bilinguisme prévu dans ce nouveau règlement ne fait que confirmer le principe imposé par la constitution cantonale et la Loi sur le statut particulier, principe repris par l'art. 3 du Règlement de la ville, qui stipule l'égalité entre les deux langues officielles et le soin à apporter à cette règle par les autorités. Il n'y a pas de raison de s'alarmer par

l'ancrage du bilinguisme dans un règlement officiel. Il s'agit d'un besoin exprimé par plusieurs associations qui est de ce fait rempli et l'OACOT, dans son examen préalable, n'a rien à redire sur ce règlement.

En conclusion, la Commission de gestion salue avec le règlement proposé un instrument de travail utile, complet et actuel qui permettra à l'autorité d'octroi de permis de construire de rendre ses décisions sur la base de critères clairement définis et dans le respect de l'égalité de traitement. La CDG vous recommande de l'adopter.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Nous avons fait une demande de modification pour une raison qui est relativement simple: le respect du bilinguisme. Si vous lisez en français le rapport qui nous a été soumis en page 3 il est dit que dans un souci de préservation du bilinguisme biennois les réclames doivent en principe être conçues dans les deux langues officielles. Dans la version allemande de ce rapport le «en principe» n'est pas mentionné. De plus, dans le règlement on ne parle même plus de la notion de «en principe». Si on veut faire du bilinguisme, il faut le faire correctement. De notre avis, un règlement est là pour être appliqué sinon il n'a pas lieu d'être. Notre groupe **retire sa demande de modification** et va voter contre ce règlement.

van der Meer Marion, Fraktion Grünes Bündnis: Werbung dient der Ankurbelung eines weitgehend unnötigen Konsums und widerspricht damit fundamental der Suffizienz. Die Fraktion Grünes Bündnis lehnt kommerzielle Werbung ab, solange sie nicht die Entwicklung eines ressourcenschonenderen Konsums fördert. Leider sind wir davon noch meilenweit entfernt. Die Werbebranche liegt in Sachen Klimaschutz zurück und ist sehr wenig innovativ. Aus unserer Sicht ist kommerzielle Werbung kein bedingungsloses Grundrecht. Sie muss zwingend einen wesentlichen Beitrag für die positive Entwicklung unserer Gesellschaft leisten. Diese Forderung an die Werbebranche erkennen wir im vorliegenden Reglement zu wenig. Uns enttäuscht, dass Werbung für besonders umweltschädliche Produkte, wie beispielsweise Geländewagen oder Flugreisen weiterhin offen bleibt. Diese Werbung zu verbieten, wie im Vorstoss 20190211 «Pour une publicité plus respectueuse de l'environnement dans les espaces publics» gefordert, wäre geeignet, die Entwicklung zur CO₂-Reduktion in der Werbebranche zu initiieren.

Im Bericht hat sich ein wesentlicher Fehler eingeschlichen. Auf Seite 7 steht, dass das Reglement keinen direkten Einfluss auf das Klima hat. Das stimmt eben gerade nicht. Das Reglement gibt dem Gemeinderat die Möglichkeit, unnötige Emissionen zu verhindern und Ressourcen zu schonen. Dies scheint mir doch einen ziemlich direkten Einfluss auf das Klima zu haben. An dieser Stelle noch eine Bemerkung zum Thema «Dark sky». Seit 2003 haben die Lichtemissionen um 70% zugenommen. Der Fauna, insbesondere den Zugvögeln setzt die Zunahme stark zu. Auf ihren Reisen um den Globus orientieren sich die Vögel nach Sternen und Magnetfeldern. Von den Lichtglocken über den Städten werden sie verwirrt. Viele Zugvögel erreichen ihr Endziel nicht und verenden aufgrund aufgebrauchter Energiereserven.

Trotz dieser wichtigen Vorbehalte wird eine Mehrheit unserer Fraktion das vorliegende Reglement unterstützen. Die Fraktionsmehrheit befürwortet das Gebot der Zweisprachigkeit. Wir finden dieses Element mutig und gelungen. Zudem finden wir den Zonenplan gut, denn Zonen ausserhalb des Plans sind mit einem Plakatierungsverbot belegt. Toll ist ausserdem, dass in der Altstadt auf den Trägern für freie Plakatierung ausschliesslich kulturelle Anlässe beworben werden dürfen. Schlussendlich funktioniert die Weiterentwicklung im Klimaschutz nur im Verbund mit

der Wirtschaft. Wir machen also einen Schritt auf die Wirtschaft zu. Im Gegenzug fordern wir aber, dass der Gemeinderat entschlossen ein Bekenntnis der Werbebranche zum Klimaschutz fordert. Der Stadtpräsident hat vorhin erwähnt, dass es eine klare Botschaft braucht. Mit der Forderung der Zweisprachigkeit hat der Gemeinderat seine Durchsetzungskraft auch gegen den starken Gegenwind der APG bewiesen. Die Fraktion Grünes Bündnis verfolgt die Umsetzung des Reglements mit Interesse. Wir werden gegebenenfalls im Stadtrat auf strategischer Ebene intervenieren. Ich danke dem Stadtpräsidenten und dem Finanzdirektor für die hilfreichen Antworten auf unsere Fragen.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Die vielen Jahre, welche die Ausarbeitung des vorliegenden Entwurfs gedauert hat, läuft in meinem Beruf als Hebamme unter dem Begriff komplizierte Zangengeburt. Daher wäre es angebracht, das Reglement jetzt im Stadtrat zu genehmigen, in der Hoffnung, dass die Bevölkerung in der Volksabstimmung folgen wird. Wer weiss, wie lange eine neue Revision dauern würde. Grundsätzlich begrüssen wir die Verbesserungen. Die Zweisprachigkeit ist ganz wichtig. Die Einteilung in Zonen ist sinnvoll. Ebenso begrüssen wir, dass es weiterhin möglich ist, für kulturelle und politische Anlässe zu plakatieren. Der besondere Schutz der Altstadt ist ebenfalls lobenswert. Diese Neuerung soll dem Stadtbild Rechnung tragen und der Verschandelung durch Werbung Einhalt gebieten.

Völlig vergessen ging jedoch der Klimawandel, wie bereits von meiner Vorrednerin festgestellt. Auch mir ist der Satz im Bericht, dass das Reglement keine Auswirkungen auf das Klima habe, aufgefallen. Indirekt ist die Auswirkung auf das Klima sehr gross. Wir vertreten die Auffassung, dass es auf allen Ebenen Massnahmen gegen den Klimawandel braucht. Dazu gehört auch die Werbung, insbesondere jene für klimaschädliche Produkte und Konsumgüter, die eigentlich niemand braucht. Ich höre übrigens oft von Menschen, dass sie immun gegen Werbung seien. Das ist eine Selbstlüge. Werbung wirkt, dazu gibt es unzählige Studien. Eine Studie jedoch, welche die Beeinflussung durch Werbung widerlegt, habe ich nicht gefunden. Werbung manipuliert immer. Unser Bewusstsein bekommt nicht alles mit, was unser Gehirn verarbeitet. Durch Werbung kommen Nachrichten und Botschaften an, die sich auf unser Gehirn auswirken, ohne dass wir es merken. Wenn ich beispielsweise keine Küchenmaschine brauche, werde ich sie trotz Werbung auch nicht kaufen. Wenn ich dann aber meine alte Maschine ersetzen muss, werde ich mich genau für das Modell entscheiden, welches dauernd beworben wird.

Nur weil Werbung funktioniert, ist das Reglement für die Unternehmen auch von so grosser Bedeutung. Werbung für klimazerstörende Produkte, wie beispielsweise Autos, spielt gerade bei der Plakatierung eine grosse Rolle und sollte eigentlich verboten werden. Wir erwarten ebenfalls vom Gemeinderat, dass er den Unternehmen mittels einer Verordnung Einhalt gebietet. Die Werbeflächen sollen vielmehr der lokalen Bevölkerung, der Kultur und den nachhaltigen kleinen Unternehmen gehören. Die Fraktion SP/JUSO wird dem vorliegenden Entwurf grossmehrheitlich zustimmen.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Nous avons pris connaissance de ce rapport et nous remercions ses auteurs, en saluant le travail accompli par l'Administration. Au vu des différentes prises de position qui ont vu le jour sur l'art. 5 dudit règlement, le Groupe PSR souhaite se focaliser sur cette question d'envergure dans sa prise de position. L'art. 5 du règlement remanié à approuver prévoit que toutes les réclames doivent être conçues dans les deux langues officielles, conformément au principe du bilinguisme pratiqué à Bienne. Or, depuis Zürich les associations publicitaires ont envoyé une prise de position cinglante qui milite pour le non à cette

révision en raison de l'art. 5, pour le bilinguisme qui restreindrait trop durement leur liberté économique. Cette position est aussi partagée par Madame Stebler, présidente des PME biennoises. Ce groupe argue que le Conseil municipal les obligerait à faire des publicités parfaitement bilingues. Il estime que l'art. 5 limite leur liberté de publicité et leur liberté artistique et que cela aurait de vastes et coûteuses répercussions pour les annonceurs locaux et nationaux. Ils fondent ainsi leur argumentaire sur les droits fondamentaux garantis par la Constitution fédérale, comme la liberté d'opinion, d'information, des médias et économique. La juriste que je suis ne voit pas du tout en quoi ces droits fondamentaux seraient restreints par ce nouvel art. 5. Je rappelle aussi que la Constitution suisse dit, à l'art. 4, que le français est une langue nationale et qu'elle garantit aussi l'égalité de traitement entre les gens (art. 8). Contrairement à ce que pensent ces publicitaires zürchois, Bienne-Biel comme ils le disent, n'est pas une région individuellement bilingue. On leur rappelle volontiers que le canton de Berne est bilingue et que ce bilinguisme est inscrit à l'art. 6 de la Constitution cantonale. Ce groupe publicitaire n'a visiblement pas compris la position de notre Conseil municipal, qui est plutôt claire, à la lecture du rapport. On comprend que cette biennoiserie n'est pas forcément évidente pour les externes. Toutefois, nous comprenons et savons de quoi il s'agit, à l'image du café Sporting, qui indique qu'il est ouvert «le Sonntag» ou la Maison culturelle biennoise, qui s'appelle «Haus pour Bienne».

On rappelle aussi que ce règlement sur la réclame concerne uniquement les publicités nécessitant un permis de construire. Pour tous les autres types de publicité, la liberté des annonceurs est totale et libre à eux de discriminer les personnes de langues française, s'ils y tiennent au nom de la liberté économique. Ce que dit l'art. 5 est que si un annonceur prévoit de mettre en place 20 affiches en Ville, la moitié doivent être en français et l'autre en allemand. Or, si on prend les annonceurs nationaux comme Coop ou Migros, ils doivent de toute façon faire des affiches en français pour la Romandie, en italien pour le Tessin et en allemand pour la Suisse alémanique. Ainsi, en quoi cela leur coûterait-il plus cher d'envoyer des affiches dans les deux langues pour la Ville de Bienne? D'autre part, quelle entreprise locale souhaiterait d'elle-même ne pas cibler presque 50% de la population, si elle dépense des sommes importantes pour la publicité. Cela n'a pas de sens. Pour la petite histoire, même à Tramelan, les lutteurs réussissent à faire des flyers bilingues. Je suis certaine qu'ils ne se sont pas ruinés.

Le bilinguisme est vécu à Bienne depuis le milieu du 19^{ème} siècle. La Ville s'est officiellement déclarée bilingue dans son Règlement le 9 juin 1966. Le bilinguisme fait partie de l'ADN de Biel-Bienne et il est même l'une de nos plus grandes fiertés. L'art. 5 prévu est, en ce sens, cohérent avec notre identité et l'attaquer signifie s'en prendre aux 43% des romands de cette Ville. Pour toutes ces raisons, nous vous demandons d'approuver ce rapport.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Monsieur le Maire a dit, tout à l'heure, que les institutions qui défendent le bilinguisme et la francophonie surtout sont pour une réglementation énergique. Toutefois, si je lis ce qu'a dit la Directrice du Forum du bilinguisme encore la semaine passée dans le journal du Jura, la démarche doit être celle de recommander plutôt qu'obliger. Maintenant, indépendamment de tout cela, nous espérons que le Conseil municipal respecte son avis que l'on trouve en page 6 de son rapport, selon lequel la formulation de «conception bilingue» laisse une marge de manoeuvre pour une application adéquate et proportionnée et renoncera donc à faire la police. Vu la formulation de l'art. 5, cela me paraît problématique de l'appliquer de manière élastique et ça c'est un juge qui vous le dit.

Wiederkehr Martin, SP: Ich spreche zum Artikel 6 des vorliegenden Reglements betreffend die übermässigen Emissionen. Ich stelle fest, dass die Biodiversität in den Städten über die letzten 60 Jahre massiv zurückgegangen ist. Sichtbar wird dies vor allem bei den Vögeln wie beispielsweise den Mauerseglern, Schwalben und Spatzen. Ich finde diese Entwicklung tragisch. Die Lichtemissionen, und darunter stellen die Leuchtreklamen einen wesentlichen Anteil dar, haben stark zugenommen. Die Dauerbeleuchtung ist für die Insekten schädlich, beeinflusst dadurch die Aufzucht der Jungvögel und führt zu einem Rückgang der Vogelpopulation. Der Haussperling ist mittlerweile eine bedrohte Art. Der Kanton hat bezüglich der Energieversorgung, was einigen vielleicht näher liegt, reagiert. Die seit März 2023 in Kraft gesetzte kantonale Energieverordnung (BSG 741.111) hält in Artikel 27a fest, dass Leuchtreklamen und Schaufensterbeleuchtungen von 22.00 Uhr bis 6.00 Uhr auszuschalten sind, sofern sie nicht aus betrieblichen oder Sicherheitsgründen erforderlich sind. Ich finde es wichtig, die Bereiche Lebensqualität und Umwelt vor allem in den Städten zu thematisieren. Sonst haben wir in den Städten bald eine Wüste. Ich bitte Sie, dem vorliegenden Reglement zuzustimmen.

Scheuss Urs, Grüne: Im Winter 2022/2023 hatte die Stadtverwaltung eine Energiesparkkampagne lanciert. Mit Plakaten wurde die Bevölkerung an verschiedenen Orten in der Stadt dazu aufgerufen, Energie zu sparen. Gleichzeitig war aber auch Werbung für Billigflüge oder Offroad-Fahrzeuge sichtbar. Die Stadt musste also das korrigieren, was durch entsprechende Werbung in die falsche Richtung läuft. Das Anliegen ist berechtigt, Werbung für besonders klimaschädliche oder ressourcenverschwenderische Produkte zu verbieten. In der Beantwortung des vorhin erwähnten Vorstosses wurde ausführlich dargelegt, dass für jede Änderung im Reklamereglement der ganze Plangenehmigungsprozess in Gang gesetzt werden muss. Artikel 20 des vorliegenden Reglements bezieht sich auf die Vergabe für Plakatierung auf öffentlichem Grund an Private. Dabei geht es eigentlich um das öffentliche Beschaffungswesen und dieses könnte Richtlinien zur Nachhaltigkeit vorgeben. Werbung für besonders klimaschädliche Produkte könnte damit verhindert werden. Ich denke, dieser Weg müsste weiterverfolgt werden. Zuständig wäre dann nicht mehr die Präsidial-, sondern die Finanzdirektion. Ich habe dem Finanzdirektor dazu Fragen gestellt. Firmen könnten Vorschläge für eine klimafreundlichere Werbung unterbreiten. Ausserdem könnte eine Lenkungsabgabe eingeführt werden. Werbung für besonders klimaschädliche Angebote würde einer höheren Gebühr unterliegen. Ich werde dem vorliegenden Reglement zustimmen. Wie unsere Fraktionssprecherin bereits gesagt hat, werden wir die Umsetzung interessiert mitverfolgen.

Briechle Dennis, GLP: Ich habe auch eine Frage an den Gemeinderat. In unserem Rückweisungsantrag haben wir erwähnt, dass wir eigentlich keine zweisprachige, sondern eine vielsprachige Stadt sind. Beispielsweise wird heute immer mehr in Englisch kommuniziert, was vielleicht zu bedauern ist. Habe ich das richtig verstanden, dass es nicht möglich ist, in Englisch oder einer anderen Sprache als deutsch und französisch eine Bewilligung zu erhalten?

van der Meer Marion, Grüne: Ich komme auf die Ausführungen von Herrn Wiederkehr zurück. Zu den Lichtemissionen gibt es vom schweizerischen Ingenieur- und Architektenverein (SIA) Richtlinien zu deren Verminderung; erwähnenswert ist auch die Vollzugshilfe des Bafu (Bundesamt für Umwelt). Ich empfehle dem Stadtpräsidenten, die Normen der SIA-Richtlinie zu berücksichtigen. Beispielsweise ist dort festgehalten, dass Licht unter 300 Kelvin für die Biodiversität viel weniger schädlich ist. Warmes Licht ist also besser als kaltes, was abgesehen davon erwiesenermassen auch für die

Werbung vorteilhaft ist. Eine Lichtquelle, welche von oben nach unten strahlt ist besser als umgekehrt, zudem sollte das Licht nachts ausgeschaltet werden. Diese einfachen Massnahmen in den Vorgaben zur Umsetzung des Reglements festzuhalten, ist sehr wichtig.

Steinmann Alfred, SP: Wir haben alle eine Mitteilung per E-Mail vom Schweizer Werbe-Auftraggeberverband erhalten. Diese E-Mail ist eine Anmassung. Darin wird die Bundesverfassung (BV; SR 101) bemüht. Dort würde ausdrücklich die Kunstfreiheit garantiert. Die Kunstfreiheit wird durch das neue Reklamereglement nicht eingeschränkt. Ist Werbung überhaupt Kunst? Zudem würde die BV die Meinungs- und Informationsfreiheit garantieren. Freiheit ist auch, wenn man nicht manipuliert werden möchte. Die Medienfreiheit ist zudem gewährleistet. Die BV hält in Artikel 2 Absatz 2 fest: *«Sie [die Eidgenossenschaft] fördert die gemeinsame Wohlfahrt, die nachhaltige Entwicklung, den inneren Zusammenhalt und die kulturelle Vielfalt des Landes.»* Dazu gehören auch die verschiedenen Landessprachen. Der vorliegende Entwurf will den gleichwertigen Gebrauch von Deutsch und Französisch erreichen. Ich nehme mir meine Meinungsfreiheit und sage, dass das erwähnte E-Mail wirtschaftlicher Eigennutz ist.

Die zentrale Frage ist, ob wir eine zweisprachige Stadt wollen, was die Werbung wahrscheinlich verteuert. Die Wirtschaft hat jedoch nicht gemerkt, dass der Bilinguismus mit allen Übersetzungen auch die Stadt Biel etwas kostet. Den zusätzlichen Aufwand leistet die Stadtverwaltung schon lange und gerne. Die meisten Romands fühlen sich von deutschsprachiger Werbung ausgeschlossen und umgekehrt, die deutschsprachigen BielerInnen von französischer Werbung. In zweisprachigen Publikationen liegt ja gerade die Chance der Werbebranche, alle anzusprechen. Stimmen wir deshalb dem vorliegenden Entwurf zu.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Die Formulierung in Artikel 5 des vorliegenden Reglements respektiert die Kantonsverfassung und wurde mit dem AGR abgesprochen. Damit ist der Schutz der französisch sprechenden Minderheit gewährleistet.

Herr Scheuss, Ihre Vorschläge haben wir notiert. Der Vertrag läuft noch bis Ende 2023, anschliessend wird er neu verhandelt.

Frau van der Meer, die Aussage, dass das Reglement keine direkten Auswirkungen auf das Klima hat stimmt. Die Wirkung der Plakatwerbung auf die Umwelt ist indirekt.

Madame Moeschler, j'aimerais vous remercier pour le soutien que vous apportez à l'art. 5 et aussi pour les réflexions. Et j'aimerais dire quelque chose à Monsieur Briechle. La question de l'identité des francophones et leurs craintes par rapport à leur position dans ce pays est à prendre au sérieux. Et là, la publicité en est un élément. On peut traiter cela de symbolique mais ce n'est pas vrai. Une chose est importante, je vous donne deux exemples hors publicité. Pour les romands, le fait que le canton de Thurgovie décide de prendre comme première langue étrangère l'anglais et pas le français en est un exemple. Beaucoup de suisses-allemands se disent, c'est logique, c'est une décision économique et c'est pratique pour la vie professionnelle. Pour les romandes et romands cela met en question la cohésion nationale. En effet les romands ont comme priorité un autre regard sur une telle question. Idem pour le départ de Moutier qui réveille des craintes chez les francophones puisqu'ils perdent environ 10% de leur population romande dans le canton de Berne. On est d'accord que cela ne touche pas directement la Ville de Bienne mais il y a la crainte que le canton de Berne, malgré tous les engagements qui existent sur le plan cantonal, que finalement ce

soutien au romands ne soit plus aussi clair et aussi solide que par le passé et c'est effectivement un Député Vert libéral, Monsieur Brönnimann, qui a maintes reprises déposé des interventions, qui alimentent justement ce doute lorsqu'il met en question le nombre de députés du Jura bernois, lorsqu'il met en question le siège garanti au Gouvernement pour le Jura bernois. Il faut mettre cela dans ce contexte là et c'est pour cette raison qu'il est important de rassurer la population francophone d'une publicité dans les deux langues et surtout qu'une publicité en français est attendue.

Monsieur Paronitti, vous avez parlé d'une interview de la Directrice du Forum du bilinguisme. Oui, j'étais vraiment étonné pour ne pas dire fâché. Après la mise à l'enquête, nous avons organisé une séance avec le Président et la Directrice du Forum du bilinguisme pour leur demander quelle était leur positionnement car des revendications allant dans ce sens, il y en a toujours autant du Forum du bilinguisme que du CAF. Maintenant on fait du concret et le concret a été contesté, déjà à l'époque dans une interview. On nous a confirmé, par écrit, que cette proposition serait soutenue et j'ai lu une interview qui dit le contraire. Vous comprenez que j'étais quand même un peu agacé!

Die kantonalen Bestimmungen zur Nachtabstaltung der Leuchtreklamen sehen eine Übergangsfrist vor. Der Vollzug ist ab 1. Januar 2028 geplant. Viele machen aber bereits heute mit und die Sensibilisierung läuft.

Herr Briechle, ich komme zu Ihrer letzten Frage. Wenn ein kurdischer Kulturverein seinen Namen auf Kurdisch anschreibt, ist das kein Problem. Es handelt sich dabei um einen Eigennamen, sozusagen eine Firmenanschrift. Die Idee ist jedoch nicht, dass es in Biel Plakate auf Kurdisch oder Chinesisch geben soll. Das Reglement adressiert sich an die beiden Amtssprachen. Ich danke Ihnen für die Zustimmung zum vorliegenden Entwurf.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 8 mars 2023, vu l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. a, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** avec **26 OUI, 15 NON et 10 abstentions**:

I. Il recommande aux ayants au droit au vote d'accepter le projet d'arrêté communal suivant:

Vu le message du Conseil de ville du 26 avril 2023, vu l'art. 12, ch. 3, let. b, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), la Commune municipale de Bienne arrête:

1. La révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne est approuvée.
 2. Le Conseil municipal est chargé d'appliquer le présent arrêté, sous réserve de l'approbation de la révision totale du règlement sur la réclame en ville de Bienne par l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire du canton de Berne.
- II. Il approuve le projet de message aux ayants droit au vote et délègue la compétence à la commission de rédaction de formuler les arguments contre le projet.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je prie les personnes qui se sont annoncées pour la Commission de rédaction de venir auprès de Monsieur Gullotti afin d'organiser la date et l'heure de cette séance.

7. 20160282 Gestion électronique des documents (eDOC) / Rapport final

Sprenger Titus, GPK: Wir haben an der Kommissionssitzung von Anfang Juni 2023 bereits festgestellt, dass dem Stadtrat zwar ein Elefant versprochen wurde, der Gemeinderat schliesslich aber ein Zebra abgeliefert hat. Die GPK bedauert, dass im Schlussbericht nur wenige Bezüge zum ursprünglichen Vorhaben gemacht werden. Ich erinnere an dieser Stelle an unsere damals gemachten Feststellungen, um dadurch für zukünftige Aufgaben hoffentlich etwas mitnehmen zu können.

1. Das Schiff wurde überladen.
2. Die Komplexität der einzelnen Vorhaben wurde unterschätzt.
3. Es fehlte an der nötigen Sensibilität zu grundlegenden Aspekten, wie beispielsweise den Rechtsgrundlagen.
4. Das Vorgehen war schlecht vorbereitet und unstrukturiert.
5. Die Beschaffungsgrundlage war schlecht.
6. eDoc wurde ausschliesslich durch die IT-Brille betrachtet, obschon die Einführung einer GEVER (Elektronische Geschäftsverwaltung) primär ein Organisationsprojekt ist.
7. Die Rollen und ihre Aufgaben, Kompetenzen und Verantwortlichkeiten wurden teilweise nicht wahrgenommen, waren unklar oder wurden missachtet.
8. Die GPK kann ihre Aufsichtsfunktion nur wahrnehmen, wenn die Berichte auch fristgerecht geliefert werden.

Die GPK nimmt zur Kenntnis, dass der Gemeinderat in vielen der aufgezählten Punkte gleicher Meinung ist. Er erwähnt dies in Punkt 7, «Fazit» im vorliegenden Bericht. Die Kommission hat Verständnis dafür, dass die heutigen Verantwortlichen lieber vorausschauen statt zurückblicken möchten. Die GPK hofft, dass zukünftige Vorhaben besser verlaufen und nimmt Kenntnis vom vorliegenden Bericht.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO nimmt zur Kenntnis, dass die ursprünglich gesetzten Ziele bei Weitem nicht erreicht wurden. Schade ist zudem, dass auch die heruntergeschraubten Ziele nicht vollständig erreicht wurden. Wir entnehmen dem Bericht, dass das Projekt mittlerweile besser zu laufen scheint und Fortschritte gemacht hat. Zudem stimmt uns das Fazit im Bericht positiv. Eine realistische Einschätzung soll gemacht werden.

Für die Zukunft wünschen wir uns, dass derart umfangreiche Projekte in mehrere kleinere aufgeteilt werden. Die Umsetzung kann damit besser eingeschätzt werden. Allgemein bekannt ist, dass es bei Informatikprojekten in diesem Ausmass unmöglich ist, alle Eventualitäten vorzusehen. Eine korrekte Einschätzung der Kosten, des Zeithorizonts und des Ergebnisses ist gar nicht möglich. 14% aller Softwareprojekte scheitern vollständig, 31% erreichen die Ziele nicht, 43% überziehen die budgetierten Kosten und 49% halten die Fristen nicht ein. Je grösser das Projekt, desto grösser ist das Risiko, alle Ziele zu verfehlen. Aus den Medien sind zahlreiche IT-Projekte der öffentlichen Hand bekannt, deren Kosten aus dem Ruder laufen. Studien zeigen, dass es in der Privatwirtschaft genau gleich läuft, nur dass die privaten Unternehmen nicht öffentlich Rechenschaft ablegen müssen. In Anbetracht dieser Daten betreffend IT-Projekten müssen wir froh sein, dass immerhin das Budget unterschritten wurde. Wir nehmen den Bericht zur Kenntnis.

Sprenger Titus, Fraktion Grünes Bündnis: Wenig überraschend, schliesst sich die Fraktion Grünes Bündnis den Ausführungen der GPK an. (*Gelächter*) Uns enttäuscht das Ergebnis dieses Programms sehr. 2012 wurden die ersten Arbeiten mittels Studien und Pilotversuchen in Angriff genommen. Heute, über 10 Jahre später und nach der Behandlung von zahlreichen parlamentarischen Vorstössen, stellen wir fest, dass knapp 90% des Verpflichtungskredits aufgebraucht aber bei weitem nicht 90% von den damaligen Versprechungen umgesetzt sind. Das hat Einfluss auf die Mitarbeitenden, die Bevölkerung und auf den stadträtlichen Alltag sowie die Umwelt. Obschon vieles digital entsteht, beispielsweise die Vorstösse der Stadtratsmitglieder, werden diese gedruckt um dann wieder digitalisiert zu werden. Hier passiert ein überflüssiger Ressourcenverbrauch, der seinen Preis hat. Diesen Preis bezahlt die Stadtverwaltung, also wir alle und nicht zuletzt die Umwelt. Wir hoffen, dass bald intelligent implementierte IT-Instrumente dabei helfen werden, personelle, finanzielle und natürliche Ressourcen zu schonen, um diese gegebenenfalls für andere Dinge besser einzusetzen.

Feurer Beat, Direktor Finanzen: Der Gemeinderat versteht Ihre Vorbehalte und kann diese gut nachvollziehen. Ihre Bemerkungen sind berechtigt. Trotzdem breche ich an dieser Stelle eine Lanze für das Projekt. Im Einwohner- und Spezialdienst verschwanden mit der Anwendung des Programms die grossen Aktenberge und es vereinfachten sich die Prozesse. Die Arbeitsatmosphäre hat sich verbessert. Auch in der Abteilung Soziales wurde einiges erreicht. Natürlich ist der Gemeinderat daran interessiert, solche Projekte in Zukunft besser umzusetzen.

Le Conseil de ville prend connaissance du rapport final de la Gestion électronique des documents (eDOC).

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Avant de passer au thème suivant, je remercie Monsieur Schiess de m'avoir informé que cette soirée est spéciale pour six personnes. Je souhaite un bon anniversaire à Dennis Briechle, Julian Rodriguez Ugolini, Ruth Kilezi, Daniela de Maddalena, Mohamed Hamdaoui et Nathalie Bord. (*Applaudissements*)

8. 20230059 Stratégie de la formation 2023-2026

Lehmann Caroline, GPK: Die GPK ist sich mit dem Gemeinderat einig. Das Thema Bildung und unsere Bieler Bildungslandschaft sind sehr wichtig für die Bevölkerung und die Attraktivität der Stadt. Das Thema strategisch einzubetten ist deshalb sinnvoll. Die Bildungsstrategie 2023-2026 stimmt in vielen Punkten mit der Bildungsstrategie 2019-2022 überein. Angesichts der Tatsache, dass 2020/2021 plötzlich neue Themen im Schulwesen im Fokus standen, ist dies unserer Ansicht nach verständlich.

Die Strategie baut auf folgenden fünf Grundsätzen auf: der Chancengerechtigkeit, der Weiterentwicklung und dem Unterhalt der Infrastrukturen, der konstruktiven Partnerschaft zwischen allen beteiligten Akteuren, der Zweisprachigkeit und der ausserschulischen Betreuung. Die GPK findet diese Grundsätze richtig. Wir sind erfreut, dass das Thema ganzheitlich angegangen wird. Dasselbe gilt auch für die ausgearbeiteten Massnahmen, welche in die drei Stossrichtungen Schülerinnen und Schüler, Lehrpersonen und Infrastruktur/Dienstleistung eingeteilt werden.

Wir schätzen es besonders, dass neben der frühen Förderung und Massnahmen zur Vereinbarkeit von Familie und Beruf auch das Thema Attraktivität des Lehrerberufes in der Strategie Platz gefunden hat. Nicht nur hier in Biel, sondern auch im Kanton Bern und der ganzen Schweiz haben wir zurzeit mit akutem Lehrermangel zu kämpfen. Wir erachten es daher als sehr wichtig und lobenswert, einen Fokus auf dieses Thema zu setzen.

Für die GPK ist der einzige Wermutstropfen im Bericht, dass die beiden Kapitel Kosten und Folgekosten sowie Finanzierung etwas mager ausgefallen sind. Im Bericht werden zwar grössere Projekte erwähnt und für sämtliche in der Strategie aufgeführten Massnahmen wird angegeben, ob dafür Projektkosten anfallen oder andere Ressourcen wie Sachmittel oder Arbeitszeit benötigt werden, Kostenschätzungen für diese Massnahmen fehlen aber. Uns ist bewusst, dass es schwierig ist, im Voraus genaue Zahlen zu liefern. In der heutigen finanziellen Situation der Stadt werden wir unserer Meinung nach in Zukunft nicht mehr darum herum kommen, zumindest ein Kostendach auch für mittelfristige Projekte zu setzen. Deswegen würden wir es schätzen, wenn in Zukunft die im Bericht verstreuten Angaben zu den Kosten zusammengezogen und zumindest ein ungefährender Kostenrahmen angegeben wird.

Zusammenfassend nehmen wir den Bericht aber mit einem positiven Gefühl zur Kenntnis und bedanken uns für die Ausarbeitung.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Notre groupe a pris connaissance du rapport. Certes, il ne faut pas se positionner mais la qualité de ce rapport mérite d'être saluée. Les principes stratégiques déjà mis en place dans la précédente édition ont le mérite d'être efficace et il est donc logique de poursuivre dans ce sens. Maintenir une continuité permet de garantir une stabilité au sein des écoles. En même temps, il s'agit d'améliorer ce qui pourrait l'être dans la présente stratégie, comme mettre l'accent sur la communication et la promotion ou encore l'encouragement du bilinguisme notamment à l'école à journée continue, dans les crèches mais aussi dans les écoles.

Nous félicitons aussi l'évolution qualitative incroyable des écoles à journée continue qui rencontrent un vif succès auprès des enfants et de leurs parents. Le besoin d'infrastructures de qualité est un autre point à mettre en évidence. Il est en effet évident que l'école étant obligatoire, la Ville doit mettre à disposition des bâtiments adaptés aux besoins de l'école pour assurer un enseignement de qualité et garantir l'égalité des chances de tous les élèves. Les enseignants et les élèves doivent pouvoir travailler dans un cadre propice à l'enseignement, qui correspond aux exigences cantonales. L'école doit rester au coeur de nos préoccupations, ici au Parlement. Il ne faut pas faire d'économies dans le champ de la formation car ce qui est investi est un gage pour l'avenir de toute la population biennoise. Le Groupe PSR est impatient aussi de connaître le calendrier de construction de la future École de la Champagne et celui de la rénovation du Collège des Platanes ainsi que la planification des rénovations et constructions à venir. Cela doit être une priorité.

Schiess Christophe, au nom du Groupe Alliance Verte: Notre groupe a pris connaissance avec grand intérêt de cette stratégie de la formation. C'est Madame Tonon qui aurait dû être la porte-parole de notre groupe pour cet objet. Les circonstances ont fait que c'est moi qui vais vous rapporter ce qu'elle souhaitait dire à ce sujet. Notre groupe remercie la Conseillère municipale en charge de ce dossier ainsi que toutes les parties impliquées dans l'élaboration de cette stratégie. Cette stratégie est ambitieuse de par le nombre d'objectifs déclinés sur trois axes qui sont: élèves, enseignants, infrastructures et services. On salue qu'il y a une véritable vision à long

terme qui montre la volonté d'atteindre l'égalité des chances pour toutes et tous. On le remarque en particulier dans les domaines préscolaires et parascolaires. J'ai même pu lire que Monsieur Alain Pichard est d'accord. Dans le Basler Zeitung, le vendredi 14 avril, il est très critique par rapport à Bâle, comme à son habitude. Par contre, lorsqu'il parle de Bienne, il dit: *«In Biel haben wir dieselben Verhältnisse wie in Basel und stehen im Quervergleich besser da.»* En conclusion, cette stratégie met bien en évidence l'importance des différentes parties entre elles, comme apportant chacune une part essentielle vers une école de l'égalité des chances.

Bucher Juliet, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO nimmt wie folgt Stellung zur Bildungsstrategie 2023-2026: Der Gemeinderat hält an seiner vormaligen Analyse fest. Die vorliegende Strategie enthält keine wesentlichen Neuerungen gegenüber der Strategie 2019-2022. Die Zweisprachigkeit bildet weiterhin einen wichtigen Schwerpunkt. Das Schulinformatikprojekt kommt bis Ende 2023 zum Abschluss. Die Koordination beim Übertritt von der Grundschule in die weitere Ausbildung soll verstärkt werden. Etwas nebulös bleiben die Ausführungen im Bereich der Lehrpersonen. Die Infrastruktur in den Bieler Schulen wird laufend verbessert. Die Kernaufgaben der Strategie 2023-2026 bilden die SchülerInnen. Betont wird, dass genügend und motivierte Lehrpersonen erforderlich sind. Die Schulen sollen attraktive Rahmenbedingungen bieten. Dies auch im Hinblick auf die Stadtentwicklung mit dem Zuzug neuer Familien. Die Strategie hat keine direkten Konsequenzen für das Personal und die Organisation. Abschliessend halten wir fest, dass der Gemeinderat unter dem Spardiktat die Strategie 2023-2026 zurückhaltend gestaltet hat. Die Fraktion SP/JUSO nimmt den Bericht zur Kenntnis.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen dankt dem Gemeinderat für den ausführlichen Bericht. Viele Aspekte im Bericht werden bereits durch das Hochschulgesetz (SR 414.20) und die Vorgaben des Kantons geregelt. Wesentliche Elemente der Strategie sind einerseits der Lehrermangel und andererseits die Sprachkenntnisse. Dazu habe ich eine Frage an die zuständige Gemeinderätin: Zwei meiner Grosskinder gehen in der Oberstufe im Sahlgut zur Schule. Von einer Lehrperson werden sie ausschliesslich in Hochdeutsch unterrichtet. Die beiden und auch ich finden das nicht gut. Ist das so vorgesehen? Zudem tauchte in unserer Fraktionssitzung die Frage auf, wer die Broschüre «Bildungsstrategie» erhält? Könnte die Hochglanzbroschüre nicht auch weniger aufwändig daherkommen? Wir nehmen von der Bildungsstrategie 2023-2026 Kenntnis.

Heiniger Peter, PdA: Herr Rindlisbacher, ich kann Ihre Frage beantworten. Berndeutsch ist leider keine Schriftsprache. Im Gegensatz zu unseren holländischen Freunden haben wir versäumt, uns dort vom Hochdeutsch zu lösen. Ich komme auf einen Vorfall vor ein paar Jahren zu sprechen. Seinerzeit ging es um dringend benötigten Schulraum und den gescheiterten Kauf einer entsprechenden Liegenschaft. Ich weise darauf hin, dass die städtischen Behörden die demografische Situation verfolgen sollten. Ich war sehr erstaunt, dass das nicht bereits aktiv gemacht und frühzeitig erkannt wird. Ich bin mit dem vorliegenden Bericht zufrieden. Darin wird auch auf uns Lehrpersonen eingegangen.

Vouillamoz Naomi, au nom du Groupe Alliance Verte: J'interviens sur la question de l'école numérique. Je trouve qu'il manque une différenciation claire entre l'enseignement du numérique et celui par le numérique. Concernant l'enseignement du numérique, on peut argumenter que l'apprentissage des langages de programmation peut être bénéfique aux élèves en leur permettant d'acquérir une mentalité

opérationnelle et organisatrice. Aujourd'hui, il me semble que malheureusement l'enseignement du numérique se résume à faire de nos élèves de bons clients de la suite «Microsoft Office» et de les rendre ainsi captifs, dès leur plus jeune âge, au GAFAM.

Pour l'enseignement par le numérique, je me réfère aux rapports PISA de l'OCDE de 2012 et 2015 qui sont titrés: «Connectés pour apprendre? Les élèves et les nouvelles technologies». En moyenne, lors des dix dernières années, les pays qui ont consenti d'importants investissements n'ont enregistré aucune amélioration notable des résultats en compréhension de l'écrit, en mathématique et en science. Les niveaux d'utilisation supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE sont associés à des résultats significativement plus faibles. Les élèves utilisant beaucoup les ordinateurs à l'école obtiennent de moins bons résultats en compréhension de l'écrit. Au niveau du retour sur expérience, j'ai envie de dire qu'on se situe encore dans la case «Décevant».

Concernant l'argument de l'égalité des chances, donc sur le fait de mettre à disposition des ordinateurs à l'école, selon moi cet argument est caduc car on sait aujourd'hui que plus le niveau socio-économique est bas, plus vite l'ordinateur s'installe dans sa chambre et malheureusement pas pour regarder des documentaires. Je pense qu'il y a une pesée d'intérêt à faire entre des résultats décevants et l'aspect des coûts. En effet, l'infrastructure numérique coûte cher en argent et en énergie. Le Cloud est en passe de devenir le premier consommateur d'électricité devant les USA et la Chine. Le matériel doit être renouvelé régulièrement puisque le Software est pensé et développé pour rendre le Hardware obsolète le plus rapidement possible.

Je termine avec l'aspect environnement. On entend souvent parler de futur numérique, digital et dématérialisé mais pour être claire rien n'est plus faux que ce terme de dématérialisé. On est en train de brûler le pétrole qui nous reste pour faire exploser l'industrie minière pour cette transition numérique. Le Souverain, je le sais, a accepté le projet DiAna mais j'espère que lors des prochains débats sur la continuation de ce projet, on ait un peu avancé dans la prise de conscience des impacts sanitaires du numérique.

Steinmann Alfred, SP: Die Bildungsstrategie ist wertvoll und zeigt die Schwerpunkte auf. Aus heilpädagogischer Sicht ergänze ich einige Aspekte, welche von der Fraktionssprecherin nicht genannt wurden. Einer der wichtigsten Artikel des Volksschulgesetzes (BSG 432.210) wird im Bericht erwähnt. In Artikel 2 Absatz 1 steht: *«Die Volksschule unterstützt die Familie in der Erziehung der Kinder.»* Dieser Artikel ermöglicht es, an Elternabenden mit der Lehrperson aber auch unter den Eltern über Erziehung zu diskutieren. Damit habe ich sehr gute Erfahrungen gemacht. Der Artikel unterstreicht die Hauptverantwortung der Eltern in der Erziehung.

Der Schulanfang ist ein bedeutender Schritt für ein Kind. Nur Kinder, welche die Unterrichtssprache beherrschen, haben in der Bildungswelt die gleichen Chancen. Der Frühförderung kommt deshalb ein wichtiger Stellenwert zu. Für Kinder mit Migrationshintergrund ist sie meistens zentral. Schade ist, dass der Kanton das zwar auch so sieht, die Finanzierung jedoch grösstenteils den Gemeinden überlässt. Die Zweisprachigkeit ist eine Chance für unsere Stadt. Trotz dem Filière Bilingue wäre es wünschenswert, die Zweisprachigkeit an den Schulen auszubauen.

Auf Seite 22 des Berichts zum Thema Pädagogik geht es darum, wie mit Kindern und Jugendlichen mit Lern- oder Verhaltensdefiziten umzugehen ist. Vom Kanton und einigen Bildungsdirektoren wird immer wieder gefordert, dass Kinder mit teilweise massiven Schwierigkeiten in den Regelklassen gefördert werden sollen. 2007 hat die

kantonale Erziehungsdirektion eine neue Strategie erarbeitet. Kleinklassen sollten in die Regelklassen integriert werden. Damals habe ich berechnet, dass der Kanton jährlich zusätzlich CHF 200 Mio. aufwenden müsste, damit von einer sinnvollen Integration mit ausreichend heilpädagogischer Unterstützung gesprochen werden kann. Die heilpädagogische Unterstützung wurde jedoch in den vergangenen 16 Jahren nicht erhöht, sondern abgebaut. Viele Kinder mit Defiziten wurden oftmals ohne zusätzliche Unterstützung in die Klassen integriert. Zum Glück hat die Stadt Biel nur SchülerInnen ohne allzu grosse Defizite integriert und die Klassen mit besonderen Bedürfnissen nicht aufgelöst. Dennoch benötigen integrierte Kleinklassenkinder besondere Aufmerksamkeit und Unterstützung im Unterricht.

Heute ist die Unterstützung des Kantons immer noch ungenügend. Mit der latenten Unterversorgung von Heilpädagogik, den angestiegenen administrativen Aufgaben und den zunehmenden gesellschaftlichen Schwierigkeiten hat der Lehrberuf an Attraktivität verloren. Klassenassistenten, adäquaten Lohn, kleinere Klassen und die Anerkennung der spezifischen Situation von Biel, wie sie auf Seite 25 des Berichts gefordert werden, könnten die Berufsattraktivität heben. Die Situation verbessern könnte zudem eine gute Schulsozialarbeit. Diese wurde für Biel optimiert, deckt aber nach wie vor nur die Minimalanforderungen ab. Die Schulen in Biel könnten eigentlich als städtische Schulen bezeichnet werden, gehen doch über die Hälfte der Kosten zulasten der Stadtkasse. Ich danke der Gemeinderätin und den Mitarbeitenden der Direktion Bildung, Kultur und Sport (BKS) für ihre kontinuierlichen Anstrengungen, unsere Bieler Schulen zu optimieren.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je vous adresse un grand merci pour la prise de connaissance attentive et vos retours sur ce dossier. Je pense que la stratégie de la formation mérite d'être relevée. Je tiens aussi à remercier le Département des écoles, les directions d'écoles et les commissions scolaires qui ont élaboré ce document. Vous avez raison, les défis sont importants et croissants étant donné l'évolution de la société. L'école ne peut pas être statique si la société ne l'est pas. L'école biennoise est une école dynamique et je tiens à insister sur ce fait. Monsieur Rindlisbacher, cette stratégie règle ce qui n'est pas réglé au niveau cantonal, tout en s'inscrivant dans cette réglementation cantonale. Il est donc clair qu'elle ne concerne que les écoles biennoises.

Je reviens sur les mots de Madame Lehmann. C'est bien vrai, il manque la mention des coûts. Il y a deux raisons. Certains montants ne sont pas donnés car ils concernent des projets qui seront inscrits au budget de manière récurrente car il s'agit d'un développement permanent. D'autres montants relèvent de la planification des investissements. Nous faisons plus avec moins de moyens. Je prends pour exemple le bilinguisme. En effet, au lieu de développer la filière bilingue existante, il est décidé de promouvoir le bilinguisme par le mélange des enfants francophones et germanophones. De plus, la stratégie de la formation vise à optimiser les ressources à disposition afin de répondre aux mesures du projet «Substance 2030». Le personnel encadrant va amener de manière ludique la pratique du bilinguisme.

Je reviens sur votre remarque, Monsieur Rindlisbacher, concernant l'utilisation du «bon allemand» à l'école à journée continue. Je dois vous dire que le «Berndeutsch» n'est pas une langue officielle à Bienne. Il est tout à fait faisable de parler d'autres dialectes alémaniques ou le «bon allemand» ou encore le français. Je vous remercie, Monsieur Schiess, de nous offrir en référence Monsieur Pichard (*rires*). Je me réjouis de lire cet article. Je tiens aussi à vous remercier pour vos mots sur la valeur de cette stratégie, Madame Vouillamoz. Il est clair que la question de l'informatique scolaire est une vaste

question. Il faut, toutefois, distinguer l'implémentation technique des appareils dans les écoles qui est le projet DiAna et l'approche pédagogique par l'informatique. Cette dernière ne veut pas dire que l'on apprend par l'informatique, ni apprendre l'informatique. Il s'agit d'amener les enfants et le personnel enseignant à repenser la manière d'apprendre et d'enseigner. Aujourd'hui, les experts ne sont plus ceux que l'on pensait car la connaissance n'est plus le noyau de l'expertise. En effet, aujourd'hui, en deux clics vous avez accès à toutes les informations. Par contre, ce qu'on souhaite amener par l'informatique c'est le développement de connaissances et de compétences. On ne souhaite pas mettre les enfants encore plus devant les écrans mais utiliser ce support pour amener la réflexion à un autre niveau. Il est important de comprendre ce qu'on nous dit, ce qu'on lit et c'est bien là l'enjeu de l'informatique d'aujourd'hui, d'amener les enfants à se questionner sur les informations qu'ils reçoivent.

Madame Bucher vous avez mentionné que les mesures sont peu claires et qu'il y a peu d'éléments donnés sur l'organisation. Il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une stratégie et donc il n'est pas possible d'avoir ces informations qui viendront lors du plan d'action. Une stratégie permet de définir un cadre et des lignes directrices. Monsieur Steinmann mentionne la problématique du transfert de charges du canton aux communes. Il s'agit bien là d'une réalité qui occasionne un surplus de charges pour la Ville. La pénurie d'enseignants n'est pas due au contexte scolaire uniquement mais il s'agit d'un phénomène généralisé de pénurie de main d'oeuvre. La formation des enseignants prend du temps et ce phénomène n'a pas été anticipé au niveau fédéral. C'est pour cela que nous en subissons les conséquences. Je vous remercie pour la bonne prise de connaissance et pour le débat pertinent et enrichissant.

Le Conseil de ville prend connaissance de la Stratégie de la formation 2023–2026 de la Ville de Bienne.

9. 20230051 Rue Fritz-Oppliger / Arrêt de bus «Rue Renfer» / Crédit d'engagement

Zumstein Joël, GPK: Im Dezember 2019 wurde die Bushaltestelle als Provisorium in Betrieb genommen. Jetzt soll die definitive Gestaltung erfolgen und den Anforderungen des Behindertengleichstellungsgesetzes (SR 151.3) genügen. Konkret geht es um die Erstellung einer Betonplatte im Strassenbereich der Haltestelle, die Anhebung der Haltekanten und den Neubau von zwei Warteunterständen. Der Verpflichtungskredit beträgt CHF 550'000, wovon CHF 195'000 für Baumeisterarbeiten und weitere CHF 200'000 für Baunebenkosten anfallen. In den Baunebenkosten sind rund CHF 150'000 für die Unterstände enthalten. CHF 330'00 werden voraussichtlich von Bund und Kanton übernommen. Netto gehen also rund CHF 220'000 zulasten der Bieler Stadtkasse.

Die GPK diskutierte an ihrer Sitzung mit der zuständigen Gemeinderätin auch über folgende Fragen: Stand heute sind rund ein Drittel der Bieler Haltekanten umgebaut und angepasst, wie werden die restlichen Haltestellen priorisiert? Aufgrund der finanziellen Lage der Stadt Biel werden diejenigen Projekte mit Subventionsberechtigung priorisiert, beispielsweise bei den vfM (verkehrlich flankierende Massnahmen) oder dem Agglomerationsprogramm. Es spielen aber auch die Fahrgastzahlen und die jeweiligen Kostenschätzungen eine Rolle. Zudem wird

geprüft, welche Haltestellen für eingeschränkte Personen einen höheren Stellenwert haben. Diese werden entsprechend für den Umbau vorgezogen.

Bis Ende 2023 müssten alle Haltestellen angepasst sein. Das werden wir nicht schaffen. Was passiert mit den übrigen Haltestellen? Diese Bushaltestellen werden nach wie vor bedient. Wie die Benachteiligung für mobilitätseingeschränkte Personen rasch beseitigt werden soll, ist heute noch nicht klar. Der Gemeinderat klärt diese Frage mit dem Bundesamt für Verkehr und der Kantonsverwaltung ab. Die GPK empfiehlt die Genehmigung des vorliegenden Verpflichtungskredit.

Schor Alfred, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP stimmt grundsätzlich dem vorliegenden Verpflichtungskredit zu. Es geht um einen Warteunterstand und zwei Halteketten, zudem soll eine Betonplatte auf der Strasse erstellt werden. Die Kosten von über einer halben Million für das Projekt haben mich sehr überrascht. Laut Auskunft der Baudirektion sind bereits 40% aller Haltestellen umgebaut. Für die einzelnen Haltestellen wird jeweils die Verhältnismässigkeit geprüft. Der Vorredner hat bereits darauf hingewiesen. Nach Abzug der Subventionen aus dem Agglomerationsprogramm bleiben rund CHF 220'000 übrig. Übrigens sind auch die Gelder aus dem Agglomerationsprogramm Steuergelder. Wie viele Haltestellen genau hat es eigentlich in der Stadt Biel?

Kilezi Ruth, au nom du Groupe PSR: Je remercie le Conseil municipal pour son rapport que notre groupe a lu avec attention. Nous souhaitons toutefois recevoir des éléments de réponses sur deux points. Premièrement, combien d'arrêts de bus sont encore prévus dans cette stratégie et combien sont concernés par des rénovations? Deuxièmement, nous comprenons la nécessité d'adapter les arrêts de bus mais est-il vraiment nécessaire de le faire maintenant? En effet, certaines écoles doivent être rénovées impérativement. Nous aimerions savoir comment sont fixées les priorités dans le plan financier. Nous nous permettons aimablement de rappeler que l'on parle de personnes en situation de handicap et non de personnes handicapées comme cela est mentionné dans le rapport. De plus, nous avons été interpellé par le fait que nous avons dû voter sur deux objets en lien avec les arrêts de bus en moins de trois mois alors que l'on est en période d'économie. S'agissant de notre positionnement au sein du groupe, nous laissons chaque membre libre de son choix de vote.

Schiess Christophe, au nom du Groupe Alliance Verte: Il est clair que notre groupe va suivre le Conseil municipal et accepté ce crédit d'engagement. Toutefois, nous relevons que ce montant est élevé. Des questions ont été posées à la Directrice concernée afin de mieux comprendre ce dossier et nous avons eu nos réponses. Il reste une autre question que nous nous sommes posés concernant ce plafonnement des coûts de 30 millions de fr./annuel pour les investissements. Pour ce projet, on peut lire dans la planification des investissements qu'un montant brut de 550'000 fr. est prévu. Doit-on considérer ce montant ou uniquement le montant net de 220'000 fr. qui est l'investissement net de la Ville? Il nous a été répondu qu'il faut considérer le montant net, donc 220'000 fr. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les investissements de la Ville. L'avantage d'un réseau de bus par rapport à un réseau de tram c'est sa souplesse. En effet, une fois que des rails sont en place, les trajets sont souvent fossilisés pour des années. Notre groupe estime qu'avec des arrêts aussi coûteux, on risque aussi de rigidifier le réseau de bus car on réfléchira plus avant de déplacer un arrêt après de tels investissements. On doit se poser la question de savoir comment mettre en application la Loi sur les personnes en situation de handicap sans préteriter un

développement souple et dynamique des transports publics. Il s'agit d'une pesée d'intérêts importante à faire.

Wächter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Notre groupe a aussi pris connaissance de ce rapport et on remercie toutes les personnes qui ont travaillé dessus. Nous soutenons cette demande de crédit d'engagement car nous devons respecter la Loi fédérale sur les personnes en situation de handicap. Je pense qu'à Bienne, du point de vue des investissements, les personnes en situation de handicap ont été depuis de nombreuses années laissées pour compte et il est temps de s'en préoccuper. J'ai une petite anecdote à ce sujet car j'ai un ami qui souffre de handicap et qui suit le championnat de hockey. Il m'a dit que la patinoire de Zoug était dotée de beaucoup d'espaces et d'aménagements pour les personnes en situation de handicap au contraire de la Tissot Arena, où cela est compliqué pour ces personnes. Je pense donc que Bienne doit travailler sur ce point et pas uniquement à la Tissot Arena mais aussi au Théâtre et autres salles publiques.

Un autre point important qui nous a décidé à accepter cette affaire est que la ligne de bus concernée dessert les Champs-de-Boujean, qui est un haut lieu de l'industrie à Bienne. Cet espace est très important car il évite les embouteillages sur ce tronçon. Les arrêts qui ont été mis en place de manière provisoire ont fait sens car cela a permis de trouver l'emplacement parfait pour cet arrêt. Au niveau financier, il y a un élément important à relever: la participation à hauteur de 60% de la Confédération et du Canton. Pour tous ces éléments, le Groupe UDC/Les Confédérés va approuver ce crédit d'engagement et vous encourage à en faire de même.

Oberle Fabio, Fraktion SP/JUSO: Das vorliegende Projekt ist nicht nur ein wichtiger und längst überfälliger Schritt in Richtung eines barrierefreien und inklusiven öffentlichen Verkehrs (ÖV), sondern verbessert durch das Installieren zweier Wartehäuser auch Infrastruktur und Qualität des ÖVs in Biel. Für die Fraktion SP/JUSO ist klar, dass ein gutes ÖV-Netz elementar ist. Wir sollten uns jetzt aus Spargründen nicht dazu verleiten lassen, unsere Stadt verlottern zu lassen, denn dann müssen wir das später doppelt und dreifach reinvestieren. Momentan können wir von einer Kostenbeteiligung von Bund und Kanton in der Höhe von 60% ausgehen, was uns sehr freut. Aus den genannten Gründen empfiehlt die Fraktion SP/JUSO den vorliegenden Verpflichtungskredit einstimmig zur Annahme.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Wie Herr Oberle gesagt hat, ist das vorliegende Projekt ein wichtiger Schritt für die Umsetzung der gesetzlichen Verpflichtung. Die Schaffung des barrierefreien Zugangs im ÖV ist richtig. Effektiv sind wir jedoch mit der Erfüllung ziemlich im Rückstand.

Der vorliegende Umbau ist verglichen mit anderen eher teuer. Die Kosten für die Anpassungen sind je nach Standort der Haltestelle und der verkehrlichen Situation vor Ort sehr unterschiedlich. Die Beiträge aus dem Agglomerationsprogramm sind Steuergelder, das ist richtig. Zu beachten ist jedoch, dass die bereit gestellten Gelder an diejenigen verteilt werden, welche die dafür vorgesehenen Projekte umsetzen. Eine Nichtumsetzung in Biel hätte zur Folge, dass dieser Betrag in eine andere Gemeinde fließt. Wann können wir die definitive Zusage des Beitrags aus dem Agglomerationsprogramm erwarten? Die Subventionen werden erst rückwirkend unter Berücksichtigung der gesamten Baukosten abgerechnet.

Ich komme zur Diskrepanz der Zahlen über den Stand der Umsetzung. Ein Drittel der Bushaltestellen wurde bereits angepasst. Die Angabe der restlichen Haltestellen mit

60% ist insofern korrekt, als zusammen mit dem Kanton eine Verhältnismässigkeitsprüfung durchgeführt wird. Es ist damit zu rechnen, dass einzelne Haltestellen nicht angepasst werden müssen. Da Biel eine Zentrumsfunktion hat und dadurch hohe Fahrgastzahlen im ÖV, werden wahrscheinlich nur wenige Haltestellen wegfallen. Die Priorisierung der einzelnen Haltestellen erfolgt nach den Subventionserwartungen. Die nächsten Projekte werden dem Stadtrat fortlaufend vorgelegt. Einerseits haben wir eine Planung und andererseits können wir aus finanziellen und personellen Ressourcengründen nicht auf den letzten Termin alle Haltestellen gleichzeitig umbauen.

Ich komme zur Frage der GPK über das weitere Vorgehen, wenn Ende 2023 nicht alle Haltestellen umgebaut sind. Da sind wir in guter Gesellschaft, denn wir sind nicht die einzigen, die im Verzug sind. Die Diskussion zwischen den Gemeinden dem Kanton und der Bundesverwaltung läuft im Moment. Heute kann ich Ihnen deshalb noch nicht mehr darüber sagen.

Die genaue Anzahl der Bushaltestellen in der Stadt Biel kann ich Ihnen spontan nicht nennen. Geschätzt würde ich sagen, sind es etwas über 100. Haltekanten hat es nicht ganz doppelt so viele.

Die Frage, wann ein Unterstand erstellt wird und wann nicht, tauchte auf. Verschiedene Faktoren werden geprüft. Er soll in erster Linie als Wetterschutz dienen. An einigen Haltestellen können wir bereits von bestehenden Gebäudedächern profitieren. Ausserdem werden prioritär die höher frequentierten Haltestellen berücksichtigt, das heisst, meistens jene in Richtung Innenstadt. Es wird also nicht immer in beiden Richtungen ein Unterstand erstellt. An der Haltestelle an der Renferstrasse haben wir festgestellt, dass Unterstände in beiden Richtungen notwendig sind. Ein Unterstand kostet rund CHF 90'000 inklusive der Installation. Das mag viel sein aber zu beachten ist, dass wir verschiedene Anforderungen einhalten müssen. Ich danke Ihnen für die gute Aufnahme des Projekts.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 22 février 2023, vu l'art. 39, al. 1, let. a, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Il approuve un crédit d'engagement de 550 000 francs pour le projet d'arrêt de bus «Rue Renfer» à la rue Fritz-Oppliger, sous réserve d'approbation du budget 2023 de la Ville de Bienne.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous propose, afin de faire de l'avance, de réduire le temps de parole pour la fin de séance.

10. Motion interpartis 20220233, Tanner Anna, Groupe PS/JS, Koller Levin, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, «Offensive pour la construction de logements par la Ville et de logements d'utilité publique»

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal voir annexe n° 1)

Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO: Wir alle haben etwas gemeinsam, wir wohnen in Biel. Das Anliegen der vorliegenden Motion ist für uns alle. Wichtig ist, dass Wohnraum zugänglich und bezahlbar ist und bleibt. Wohnen wird immer teurer und der Wohnraum knapper. Dieses Thema ist im Moment in aller Munde. In Biel können wir jetzt etwas dagegen unternehmen. Die Fraktion SP/JUSO hat 2022 die Wohnbau-Offensive lanciert mit dem Titel «Wohnen im Biel der Zukunft, gute und bezahlbare Wohnungen für alle». Zu diesem Zweck traten verschiedene Organisationen zusammen mit VertreterInnen des Regionalverbands der gemeinnützigen Wohnbauträger, der Interessengemeinschaft Biel-Seeland, dem MieterInnenverband, den Gewerkschaften und der Parteien SP, PSR und Grüne an die Öffentlichkeit. Die VertreterInnen dieser Gruppierungen schliessen sich dem Ziel, welches der vorliegenden Vorstoss erreichen will, an. Der kommunale und gemeinnützige Wohnungsbau soll gefördert werden. Der gemeinnützige Wohnungsbau geniesst sehr grosse Akzeptanz. Dieser Vorstoss will dazu beitragen, dass der im Reglement über die Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus (RFGS; SGR 8.5-1) vereinbarte Anteil von 20% der Wohnungen erreicht wird.

Bei der Vorbereitung zur Einreichung der verschiedenen Vorstösse zu diesem Thema, haben wir uns mit den erwähnten Organisationen getroffen. Dabei stellte sich heraus, dass die Möglichkeit zur Kontrolle und Einflussnahme durch die Stadt wichtig sind. Beispielsweise wiesen die Gewerkschaften darauf hin, dass die Anstellungsbedingungen im Wohnungsbau kontrolliert werden können. Die VertreterInnen von Sozialen Institutionen merkten an, dass in Biel Menschen im Pensionsalter obdachlos werden, weil sie sich die Miete nicht mehr leisten können. Es darf nicht sein, dass in Biel die Mieten nicht mehr bezahlbar sind. Sie werden einwenden, dass die Situation in Biel ja nicht problematisch ist. Die Entwicklung sieht jedoch anders aus. Es braucht städtische und private Initiativen. Wir haben jetzt die Möglichkeit, die städtische Seite zu fördern.

Der Gemeinderat schlägt in seiner Antwort vor, zuerst eine Auslegeordnung zu machen. Das ist sicher ein guter Weg. Trotzdem können wir heute Abend ein Zeichen setzen und an der Motion festhalten. Die Fraktion SP/JUSO beantragt deshalb, **den Vorstoss als Motion erheblich zu erklären.**

Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis: Im Stadtrat haben wir 2023 mehr über das Wohnen diskutiert als über das Velo. Das ist neu. Im Bereich der Wohnbaupolitik gibt es verschiedene Ziele. In erster Linie ist es ein sozialpolitisches Ziel, nämlich genügend bezahlbaren Wohnraum für verschiedene Bedürfnisse bereit zu stellen. Weitere Ziele betreffen die Stadtentwicklung. Wir möchten, dass es in Biel attraktiven Wohnraum gibt, soziale Durchmischung stattfindet und ökologische Anliegen erfüllt werden.

Es gibt verschiedene Möglichkeiten wie die Stadtverwaltung aktiv die Ziele vorantreiben kann. Ein wichtiges Standbein der Wohnpolitik ist, wie meine Vorrednerin

gesagt hat, die Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus. Wir haben mehrmals darauf hingewiesen, dass wir befürchten das Ziel des RFGS nicht zu erreichen, wenn die Stadt nicht aktiver wird. Die Herausforderung liegt weniger darin, dass es zu wenig gemeinnützige Wohnbauträger gibt, sondern eher an den Gelegenheiten. Der vorliegende Vorstoss fordert die Schaffung solcher Gelegenheiten. Dazu sollen entsprechende Strukturen geschaffen werden, auch in der Stadtverwaltung. Ausserdem soll die Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus einhergehen mit der Initiierung von städtischem Wohnungsbau. Damit geht die Stadt Biel einen Schritt weiter. Der städtische Wohnungsbau wirft Fragen auf, die der Gemeinderat in seiner Antwort auflistet. Für mich ergibt die Schaffung eines Wohnbaufonds in Anlehnung an des Berner Modell sehr viel Sinn. Mit dem städtischen Wohnungsbau würde die Stadt wirtschaftlich aktiv. Wir wurden darüber informiert, dass der Gemeinderat eine Untersuchung zum Thema in Auftrag gegeben hat. Die Fraktion Grünes Bündnis unterstützt den Antrag des Gemeinderats. Ein Teil der Fraktion wird dem Antrag der Fraktion SP/JUSO folgen.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: En préambule, je tiens à préciser que les intervenants ne demandent pas la construction de nouveaux logements bon marché. Il s'agit peut-être d'une erreur de traduction car il est demandé des logements abordables et de bonne qualité. La Ville de Bienne déploie des efforts considérables pour soutenir les maîtres d'ouvrage d'utilité publique. Toutefois, au lieu de dire que l'on en fait déjà assez, la Ville de Bienne devrait être fière de ce fait. En effet, pourquoi Bienne peut se targuer d'avoir des loyers abordables pour toutes et tous? Grâce à la politique qui a été développée au fil des années. C'est bien cela que les intervenants cherchent, le fait d'améliorer en permanence cette politique intelligente en matière de logements. Il faut savoir qu'une politique allant dans ce sens assure une stabilité du marché. De plus, nous ressentons un certain ras le bol à lire partout le même argument qu'il n'y a pas d'argent. Il ne faudrait pas perdre de vue que la Ville détient un tel parc immobilier que même les banques lui octroient un taux d'intérêt préférentiel.

Enfin, le Conseil municipal nous dit que nos demandes en lien avec cette politique seraient en contradiction les unes avec les autres. Il prend pour exemple le fait que la Ville devrait d'une part louer des logements dans un but lucratif et d'autres part faire des logements d'utilité publique. Nous ne comprenons pas car lorsque c'est Mobimmo qui devrait construire de cette façon, il s'agit d'une idée géniale mais non quand c'est la Ville, pourquoi? La Ville devrait trouver cela doublement génial car on évite la gentrification des quartiers, proposer des logements pour tous les porte-monnaie et faire quelques recettes non-négligeables au passage. Je rappelle qu'à la lecture du rapport, on voit que les recettes sont bonnes et qu'elles auraient même pu être meilleures sans le Covid, qui a obligé la Ville à renoncer à certains loyers. Pour toutes ces raisons, nous renonçons à transformer cette motion en postulat.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Leben und arbeiten in Biel sind wichtig. Im Zusammenhang mit dem gemeinnützigen Wohnungsbau geht es auch um das Überleben in Biel. Gefordert wird ein aktives Vorgehen der Stadt im sozialen Wohnungsbau. Leider ist das Risiko gross, dass die Stadt Biel passiv wird. Mit passiv ist nicht fehlendes Handeln gemeint, sondern passiv im Bereich der roten Zahlen. Schlussendlich muss das Anliegen finanziert werden. Wir alle müssen für das Alter in eine Pensionskasse einzahlen. Vorzugsweise legen die Pensionskassen ihre Gelder in Häusern an und zwar nicht im sozialen Wohnungsbau, denn dann geht die Rendite nicht auf.

Ich lese den vorbereiteten Text meiner Kollegin Frau Wendling vor. Leider kann sie heute Abend nicht an der Sitzung teilnehmen. Von der Ratslinken liegen drei Vorstösse im Zusammenhang mit dem städtischen Wohnungsbau vor. Dazu lässt sich festhalten, dass die Forderungen in den Zielsetzungen divergieren. Es gibt Widersprüche und Zielkonflikte zwischen dem renditeorientierten, städtischen und gemeinnützigen Wohnungsbau. Im RFGS wurde bereits das Ziel von 20% festgeschrieben. Die Finanzen der Stadt Biel sind nicht mit denjenigen anderer Städte vergleichbar. Aufgrund der Finanzlage in der Stadt Biel müsste der städtische Wohnungsbau fremd finanziert werden. Der Gemeinderat weist in seiner Antwort darauf hin, dass sich zwangsläufig eine zusätzliche Verschuldung ergeben würde. Zudem müssten umfangreiche Abklärungen getätigt werden. Zum aktuellen Zeitpunkt kann nicht abgeschätzt werden, welche der eingereichten Motionen weiter zu verfolgen ist. Nachdem das Budget 2023 vom Volk abgelehnt wurde, können die Abklärungen erst vorgenommen werden, wenn das neue Budget angenommen wird.

Mit städtischem Wohnungsbau meint die Ratslinke vor allem sozialen Wohnungsbau. Mit verbilligtem Wohnraum entgeht der Stadt als Liegenschaftsbesitzerin aber ein potenzieller Gewinn. Die Stadt als Wohnungsbauerin kann sich dem Markt nicht entziehen und wird mit dem sozialen Wohnungsbau über Jahre hinweg Geld verlieren. Sozialer Wohnungsbau konkurrenziert den allgemeinen Wohnungsbau. Ein nicht marktgerechtes zusätzliches Wohnungsangebot würde über Jahrzehnte hinweg das Ertragsniveau in Biel tiefer halten. Tiefe Ertragsprognosen halten potenzielle Investoren wie beispielsweise Pensionskassen fern. Die Stadt Zürich budgetiert unter dem Titel «Sozialer Wohnungsbau» CHF 100 Mio. jährlich über die folgenden Jahre. Selbst für marktgerechte Mietzinse müssten mehrere hundert Millionen bereit gestellt werden. Bereits die geplante Übernahme des Areals des heutigen Spitalzentrums für CF 32 Mio. konnte die Stadt nicht in Betracht ziehen. Die Motionen können gar nicht umgesetzt werden. Die Stadt Biel verfolgte bis anhin die Politik, Bauland vergünstigt an gemeinnützige Bauträger abzugeben, um damit preisgünstigen Wohnraum zu erstellen. Die Fraktion FDP würde die Umwandlung in ein Postulat unterstützen. Die Forderung verdient eine vertiefte Prüfung. Eine Motion hingegen ist nicht umsetzbar.

Briechele Dennis, Fraktion GLP+: Die Wohnpolitik in Schweizer Städten ist ein heiss diskutiertes Eisen. Letztlich ist sie die Folge eines erfreulichen Fakts: Das Leben in den Städten ist attraktiv, viele Menschen möchten urban leben. Nachdem in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts grossflächig zersiedelt wurde, schlägt das Pendel in den letzten Jahrzehnten zurück. Wir sprechen also über eine, im Grunde erfreuliche Entwicklung. In der Stadt Biel sind wir diesbezüglich in einer privilegierten Situation. Wir haben einen vergleichsweise hohen Anteil an gemeinnützigen Wohnbauträgern, betreiben eine aktive Bodenpolitik und die Stadt ermöglicht regelmässig Arealentwicklungen. Seit vielen Jahren bewegt sich die Leerwohnungsziffer stabil zwischen 2 und 3% und liegt somit immer deutlich über den 1.5%, unter denen von einem Wohnungsmangel gesprochen werden kann. Das Wachstum von rund 7000 Personen in den letzten 20 Jahren konnte in Biel problemlos absorbiert werden. Für die Fraktion GLP+ ist klar: Die Bieler Wohnpolitik hat sich seit Jahrzehnten bewährt und es drängen sich keine abrupten Änderungen auf. Der vorliegende und der folgende Vorstoss hingegen fordern einen Paradigmenwechsel und eine Abkehr der bewährten Politik. Die Urhebenden fordern, dass die Stadt selbst als Akteurin auf dem Wohnungsmarkt tätig wird. Die Vorstösse werfen eine grundsätzliche Frage auf. Welche Aufgaben übernimmt der Staat und welche die Privaten?

Während in Biel die Stadt bisher nur sehr marginal Wohnungen an Private vermietet, fordern die beiden Vorstösse, dass die Stadt auf dem Immobilienmarkt tätig wird. Die

Fraktion GLP+ hat in dieser Frage klar eine liberale Haltung. Der Staat hat dort seine Aufgaben wahrzunehmen, wo es keinen funktionierenden Markt gibt; also dort wo ein Angebot, welches nachgefragt wird, von Privaten nicht erbracht wird, oder dort, wo ein Angebot zu einem Monopol führt. Dort, wo es aber ein vielfältiges Angebot von einer grossen Anzahl von Privaten gibt, soll sich der Staat zurückhalten. Er kann allenfalls regulierend eingreifen, aber es ist nicht seine Aufgabe, selbst als Anbieter aufzutreten. Abgesehen von unserer grundsätzlichen Ansicht gibt es weitere Vorbehalte:

- Finanzierung: Immobilien zu erstellen oder zu kaufen ist sehr kapitalintensiv. Wie wir wissen, hat die Stadt Biel, abgesehen vom Boden, keine eigenen flüssigen Mittel. Zur Realisierung der Projekte müssten grösstenteils Fremdmittel aufgenommen werden. Wie wir ebenfalls wissen, ist die Zeit des «billigen Geldes» vorbei. Es hat sich gezeigt, dass dieser Sachverhalt schneller ändern kann, als einige hier wohl angenommen haben.
- Staatliche Regulierung: Diverse Städte weltweit zeigen, dass sich eine zu starke Regulierung im Wohnungsmarkt negativ auswirkt und dadurch das Gesamtangebot an Wohnungen unterdurchschnittlich steigt. Es ist kein Zufall, dass in der Schweiz die Stadt Genf den tiefsten Leerstand und die höchste staatliche Regulierung hat.
- Zielkonflikt von gemeinnützigem und renditeorientiertem Wohnungsbau: Kollege Loderer hat bereits vor einigen Monaten darauf hingewiesen und die Kollegen Rüber und Sutter soeben. Um unsere Ziele betreffend den gemeinnützigen Wohnungsbau, die wir immer unterstützt haben, zu erreichen, sind wir auf Terrains und Areale mit Entwicklungspotenzial angewiesen. Wenn der Staat im Wohnungsbau eine Rolle spielen soll, dann beim gemeinnützigen.
- Staatliche Sozialwohnungen: Hier besteht potenziell die Problematik, steuerlich subventioniert Gutverdienende zu privilegieren. Drastisch vor Augen geführt hat dies die Stadt Bern im Jahr 2014. Nachdem jahrelang nicht hingeschaut wurde, hat sich gezeigt, dass Millionäre und politisch gut vernetzte Personen in stark vergünstigten städtischen Wohnungen und Häusern leben. Als dieser Missstand aufgearbeitet wurde, zeigte sich, dass rund die Hälfte der Mietparteien die Bedingungen nicht mehr erfüllten!

Die Fraktion GLP+ sieht die vorgeschlagene Expansion einer städtischen Tätigkeit auf dem Wohnungsmarkt mit grosser Skepsis. Wir unterstützen die beiden Motionen nicht. Der vom Gemeinderat vorgeschlagenen Umwandlung in Postulate können wir hingegen zustimmen. Es soll eine umfassende Auslegungsordnung vorgenommen werden. Wir gehen davon aus, dass unsere hier dargelegten Bedenken ebenfalls einfließen werden.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Alors que notre groupe voit une certaine logique pour ce qui est du renforcement de la construction de logements d'utilité publique, nous sommes extrêmement sceptiques face à toute proposition relative à la construction de logements par la Ville, dans le sens où la Ville devrait devenir elle-même maître d'ouvrage. En revanche, nous avons déjà créé un poste alimenté par le résultat final de la Table Ronde (investissement de 120'000 fr.), qui doit examiner les possibilités de construction de logements d'utilité publique. Cela va donc tout à fait dans le sens de la conversion des motions en postulats. De manière générale, nous avons pu constater que les chiffres présentés par les motionnaires ne s'appliquent pas vraiment à la situation de notre Ville. Les comparaisons dans ce domaine sont parfois hasardeuses et peu concluantes. Pour réaliser des bénéfices tels qu'ils sont présentés, il faut d'abord investir massivement, ce qui semble peu raisonnable au vu de la situation financière actuelle de la Ville.

Par construction de logements d'utilité publique, les motionnaires entendent la construction de logements sociaux, c'est-à-dire de logements à prix réduit, ce qui revient à dire qu'ils sont subventionnés. La Ville, en tant que propriétaire d'immeubles, perdrait ainsi un bénéfice potentiel. Les autres investisseurs institutionnels, comme les caisses de pension, en particulier la Caisse municipale, seraient ainsi privés des marges bénéficiaires prescrites par la loi. Ils ne pourraient donc pas investir à Bienne et, à supposer qu'ils en prennent le risque, les futurs bénéficiaires de rentes seront privés des intérêts sur leurs capitaux d'épargne vieillesse, respectivement la Ville, en tant qu'employeur, devrait alors financer les avoirs de vieillesse sous-capitalisés, ce qui rogne encore un peu plus l'éventuel bénéfice. Ce type d'intervention d'une commune sur le marché immobilier, par exemple par le fait de construire elle-même puis gérer son parc immobilier dans un esprit de loyers modérés, genre HLM, outre le fait, je le rappelle, qu'elle requiert une mise de fonds énorme, pose la question du contrôle.

Il convient tout de même de rappeler ce qui s'est passé en ville de Berne, qui est citée en modèle par les motionnaires. La ville de Berne a introduit un nouveau modèle de location en 2011, qui devait permettre aux personnes dans le besoin d'habiter des logements à prix réduit. Un contrôle a été lancé en 2013 qui a révélé que plus de la moitié des 560 bénéficiaires d'un logement subventionné en ville de Berne ne remplissaient pas les critères donnant accès aux logements sociaux. Cela a représenté un gaspillage de plusieurs millions depuis l'introduction du système (plus de 700'000 fr. pour la seule année 2013). Le système a donc été gravement «décrédibilisé» et remis en question. Le fait que la moitié des logements soient habités par des personnes qui n'y ont pas droit sape la confiance dans le système mis en place. Cette politique sociale a clairement ratée sa cible.

C'est ainsi qu'on peut se demander s'il ne vaudrait pas mieux financer directement les familles et les personnes qui en ont besoin plutôt que les logements eux-mêmes. Les changements de revenus seraient ainsi plus rapidement pris en compte. D'ailleurs, les bénéficiaires à Berne d'un logement subventionné sont depuis tenus de fournir leurs données financières chaque année, ce qui mobilise un grand nombre de fonctionnaires employés à vérifier ces éléments. Cela réduit d'autant la marge bénéficiaire escomptée.

Ceci dit, nous ne sommes pas totalement fermés à l'idée que la Ville puisse améliorer ses revenus en devenant investisseuse, mais il nous semble que l'argumentation, surtout en ce qui concerne les chiffres, les circonstances temporelles et le mode de gestion - qui est une profession en soi - ne fonde pas une activité de l'État dans ce domaine. Les expériences à l'étranger semblent indiquer que les revenus sont en fin de compte faibles face à un investissement qui apparaît dès lors disproportionné. C'est pourquoi, nous estimons que la forme de la motion est trop contraignante et que toute cette thématique aurait pu être examinée de plus près selon des critères objectifs.

La proposition du Conseil municipal de transformer la motion en postulat ne nous convainc pas non plus, car pour notre groupe, il est à craindre qu'au bout de l'exercice, comme dirait le grand Horace, la montagne n'accoucherait que d'une souris. Nous avons donc opté pour la liberté de vote sur ce point.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die drei bürgerlichen Vorredner haben die Argumente, welche auch wir in der Fraktionssitzung diskutiert haben, bereits dargelegt. Für die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist klar, dass es nicht Aufgabe der Stadt ist, Wohnraum zur Verfügung zu stellen. Aufgrund der finanziellen Lage der Stadt, liegt das Vorhaben nicht drin. Wir werden den Vorstoss sowohl als Motion aber auch als Postulat ablehnen.

Koller Levin, SP: Ich reagiere auf die Äusserungen meiner Vorredner. Das Argument, dass die Pensionskassen mit Wohnungen Rendite machen müssen, damit das Rentensystem funktioniert, ist verkürzt. Das Grundproblem liegt darin, dass die Pensionierten in teuren Wohnungen leben müssen, um den Pensionskassen ihre Rendite zu ermöglichen.

In die Wohnungspreise eingreifen können wir, indem wir den gemeinnützigen Wohnungsbau fördern und die Stadt investiert. In unseren Vorstössen sprechen wir vom gemeinnützigen und städtischen Wohnungsbau, vom sozialen Wohnungsbau ist nicht die Rede. Im Unterschied zum sozialen Wohnungsbau ist der gemeinnützige Wohnungsbau nicht subventioniert. Ich weiss nicht, woher diese Verlustängste kommen. Seriöse gemeinnützige Wohnbauträger erwirtschaften keine Verluste aber auch keine Superprofite.

Argumentiert wird ausserdem mit der schlechten Finanzlage der Stadt. Ich sage, dass wir aufgrund der schlechten Finanzlage investieren müssen. Der städtische Wohnungsbau kann langfristig sehr hohe Einnahmen generieren. Die Stadt Bern nimmt jährlich CHF 27 Mio. durch den städtischen Wohnungsbau ein. Nach Abzug der Kosten resultiert ein Gewinn von CHF 9 Mio. Für die Stadt Biel wäre ein solcher Gewinn eine gute Sache.

Wir haben einen Plan vorgelegt, wie die Stadt konkret vorgehen könnte. Die Vorwürfe, dass es in unseren Zielen Widersprüche gebe, haben mich denn auch erstaunt. In unserem Plan ist dargelegt, wie die verschiedenen Vorstösse passend zueinander umgesetzt werden können. Ich bitte Sie, mir konkret zu sagen, wo der Widerspruch liegt.

Ich gehe auf das ideologische Argument von Herrn Briechle ein, dass der Staat nicht in den Markt eingreifen soll. Selbst aus einer liberaler Perspektive ergibt dieses Argument keinen Sinn. Der Wohnungsmarkt ist eben kein funktionierender Markt. Auf dem begrenzten Boden in der Stadt kann nur eine begrenzte Anzahl Wohnungen entstehen. Sobald die Nachfrage grösser wird als das Angebot, funktioniert der Markt nicht mehr. Auch aus liberaler Sicht ist deshalb der gemeinnützige und städtische Wohnungsbau sinnvoll und nachvollziehbar. Übrigens haben viele Städte damit gute Erfahrungen gemacht. Neben der Stadt Bern setzte auch Wien auf den genossenschaftlichen und städtischen Wohnungsbau. Heute ist Wien eine der Hauptstädte in Europa, wo die Mieten noch einigermaßen bezahlbar sind. Es ist ein Erfolgsmodell und dieses wollen wir auch hier in Biel.

Ich komme zur Frage, ob Motion oder Postulat: Weitere Abklärungen braucht es sowieso. Wir wollen, dass es jetzt vorwärts geht und dafür ist die Motion das richtige Instrument. Wir wollen nicht weiter vertröstet werden. Vielen Dank für die Zustimmung zur Motion.

Sutter Andreas, FDP: Herr Koller, Sie haben vorhin CHF 36 Mio. Bruttoeinnahmen auf Mieten in der Stadt Bern erwähnt. Dies entspricht einer Rendite von 2,5% auf den investierten CHF 1,4 Mia. Damit können knapp die Zinsen ohne Amortisation und Werterhalt bezahlt werden. (*Zwischenrufe*)

Feurer Beat, Direktor Finanzen: Der Gemeinderat unterstützt eine umfassende und sorgfältige Analyse des Anliegens. Die Partner, welche den Prüfauftrag vornehmen können, sind bereits evaluiert. Die Eigenkapitalrendite variiert je nach Zinsentwicklung. Selbstverständlich kann der Zinsanstieg gemäss Mietrecht auf die MieterInnen überwältigt werden. Wie der Markt in Biel darauf reagiert, ist ein anderes Thema.

Die Stadt Bern ist zu einem Zeitpunkt in den Markt eingestiegen, als sie über viele Landreserven verfügte. Wo haben wir entsprechende Möglichkeiten in der Stadt Biel? Dieser wichtige Punkt soll ebenfalls geprüft werden. Ich denke wir sind uns einig darüber, dass keine Einfamilienhäuser gekauft oder gebaut werden sollen. Hier geht es um andere Dimensionen. Die Erstellungskosten setzen sich aus zwei Hauptbereichen zusammen: Der Boden, dieser ist in der Stadt Bern teurer als in Biel. Der wesentlich grössere Kostenanteil ist aber auf den Bau der Häuser zurückzuführen. In Bern unterscheiden sich diese Kosten gegenüber Biel nicht gross. Unter dem Strich kommen die Erstellungskosten in der Stadt Biel gegenüber der Stadt Bern ein wenig günstiger. Die Kaufkraft in der Stadt Bern ist aber völlig anders als in Biel. Wie sollen die Liegenschaften aussehen und wie sieht die Nachfrage aus? In Biel ist die Ausgangslage und der Markt anders als in Bern. Diese Fragen sind ebenfalls in die Prüfung miteinzubeziehen.

Welche Merkmale soll der Wohnungsbau erfüllen? Ich habe mir aufgrund Ihrer Äusserungen Notizen gemacht. Der Wohnraum soll qualitativ gut und in ausreichender Menge bereit gestellt werden. Er soll aber auch bezahlbar bleiben und zu einer sozialen Durchmischung führen. Die Ziele sind zahlreich und Zielkonflikte durchaus möglich. Das Thema ist komplex. Etwas ist jedoch klar, das Resultat des Prüfungsauftrags muss offen bleiben. Die Untersuchung ist ohne Denkverbote durchzuführen.

Frau Tanner und Herr Koller, Sie haben gesagt, dass Sie mit der Motion ein Zeichen setzen wollen. Dafür ist sie jedoch nicht gedacht. Eine Motion ist ein Umsetzungsauftrag mit konkreten Inhalten. Der Gemeinderat ist der Meinung, dass eine Motion hier nicht das richtige Instrument ist. Ich bitte Sie deshalb, den Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln und erheblich zu erklären.

Vote

- sur la proposition des motionnaires, d'adopter l'intervention en tant que motion

La proposition est acceptée.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous souhaite une bonne fin de soirée.

11. Nouvelles interventions

20230109	Überparteiliches Postulat, Koller Levin, Fraktion SP/JUSO, Oberle Fabio, Fraktion SP/JUSO, Moeschler Marie, Fraktion PSR	BEU
	Kaufkraft der Bieler:innen schützen – Allfällige Übergewinne zurückverteilen	
	Postulat interpartis, Koller Levin, Groupe PS/JS, Oberle Fabio, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR	TEE
	Protéger le pouvoir d'achat des Biennoises et Biennois – redistribuer les éventuels bénéfices excédentaires	
20230110	Interpellation, Kilezi Ruth, Fraktion PSR, Stolz Joseline, Fraktion PSR, Moeschler Marie, Fraktion PSR, Torriani Latscha Isabelle, Fraktion PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Fraktion PSR	PRA
	Situation der Pensionskasse und der Finanzen der Stadt Biel nach dem Zusammenbruch der Credit Suisse!	
	Interpellation , Kilezi Ruth, Groupe PSR, Stolz Joseline, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, Torriani Latscha Isabelle, Groupe PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR	MAI
	Situation de la Caisse de pension et des finances de la Ville de Bienne après l'effondrement de Credit Suisse!	
20230111	Interpellation, Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO	FID
	Ist es verantwortbar, Steuern von Personen mit Ergänzungsleistungen zu erheben?	
	Interpellation , Steinmann Alfred, Groupe PS/JS	DFI
	Est-il acceptable de prélever des impôts auprès de personnes touchant des prestations complémentaires?	
20230112	Interpellation, Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO	FID
	Übernahme der Credit Suisse und Immobilien in Biel	
	Interpellation , Rodriguez Ugolini Julian, Groupe PS/JS	DFI
	Reprise de Credit Suisse et immobilier à Bienne	
20230113	Interpellation, Koller Levin, Fraktion SP/JUSO	FID
	Boden, Gebäude und Mietobjekte der Stadt Biel	
	Interpellation , Koller Levin, Groupe PS/JS	DFI
	Terrains, bâtiments appartenant à la Ville de Bienne et locaux loués par la Ville	

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23:05 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Bord Pascal

Le secrétaire parlementaire / Der Ratssekretär:

Gullotti Hervé, secrétaire parlementaire a.i.

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane